



enda



Perspectives d'émergence ou alternatives durables

RAPPORT ANNUEL 2017-2018

© enda tm

Avril 2019 - enda tiers monde

Citation : **Perspectives d'émergence ou Alternatives durables**
Dakar, Sénégal, Avril 2019, 66 pages

Responsable de la publication : Moussa MBAYE

Coordination de la rédaction : Mouhammad Fatih MBENGUE

Designer : Alassane DIOP

Contributeurs : Habib THIAM, Jean Philippe THOMAS, Cheikh GUEYE.

Photos : Enda TM

Ouvrage disponible auprès d'ENDA TIERS MONDE :
Complexe SICAP-Point E - avenue Cheikh Anta Diop

BP : 3370 - DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 33 869 99 61

+221 33 869 99 48

Email : se@endatiersmonde.org

Web : www.endatiersmonde.org

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise, sans autorisation écrite préalable du droit d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.

enda

RAPPORT
ANNUEL
2017-2018

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	5
----------------------------------	---

MESSAGE DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF	6
---	---

PREMIÈRE PARTIE

Emergence en Afrique : faire le choix des sociétés et non des marchés.....	10
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Activités du Réseau international Enda Tiers Monde en 2017-2018.....	22
--	----

1. Enda-Colombie.....	24
2. Enda-Dominicana.....	26
3. Enda-Ethiopie.....	28
4. Enda-Interarabe.....	30
5. Enda-Madagascar.....	32
6. Enda-Mali.....	34
7. Enda-Vietnam.....	36
8. Enda-Cacid.....	38
9. Enda-Diapol.....	40
10. Enda-Eau Populaire.....	42
11. Enda-Ecopole.....	44
12. Enda-Ecopop.....	46
13. Enda-Energie.....	48
14. Enda-Graf-Sahel.....	50
15. Enda-Jeunesse Action.....	52
16. Enda-Lead Afrique.....	54
17. Enda-Madesahel.....	56
18. Enda-Pronat.....	58
19. Enda-Rup.....	60
20. Enda-Santé.....	62

LISTE DES ENTITÉS D'ENDA	64-65
---------------------------------------	-------

SIGLES ET ACRONYMES

ADM	Agence de développement municipal
AEMO	Action Education en Milieu Ouvert
AFD	Agence française de développement
APE	Accord partenariat économique
CAPE	Coalition des Acteurs pour la Protection des Enfants
CCFD	Comité catholique contre la faim et le développement
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale
CESTI	Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information
CODESRIA	Conseil pour le Développement en Sciences Sociales en Afrique
COPAGEN	Coalition pour la protection du patrimoine génétique
CRAFS	Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal
DGPPE	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau
EDIC	Espaces de dialogues et d'interpellation citoyenne
FAO	Food and Agriculture Organization
ESS	Economie Sociale et Solidaire
FARC-EP	Force Armée Révolutionnaire de Colombie
FENAB	Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique
GCERF	Global Community Engagement and Resilience Fund
GDSP	Groupe de Dialogue Social et Politique
GREF	Groupe des retraités éducateurs sans frontière
ICMD	Initiative conjointe sur la migration et le développement
IGMVSS	Initiative de la Grande Muraille Verte au Sahel et au Sahara
IKI	International Climate Initiative
IPEF	Initiatives populaires d'éducation et de formation
IST	Infections sexuellement transmissibles
IWCS	International Wood Collectors Society
MAEJT	Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs
NASAN	Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition
OBEMA	Observatoire de l'émergence en Afrique
OCB	Organisation Communautaire de Base
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OLZT	Organisation locale des zones transfrontalières
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONAS	Office National de l'Assainissement du Sénégal
ONFP	Office national de formation professionnelle
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
PAGIRE	Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PIB	Produit intérieur brut
PISCA	Projets Innovants des Sociétés Civiles et Coalition d'Acteurs
PMA	Pays les moins avancés
PNDL	Programme national de développement local
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPPC	Partenariat Public Privé à vocation Communautaire
PROGEP	Projet de la gestion des eaux pluviales
PSE	Plan Sénégal émergent
RASA	Rapport Alternatif sur l'Afrique
REVES	Réseau des Communes et Villes vertes du Sénégal
SCBF	Swiss Capacity Building Facility
SEI	Stockholm Environment Institute
SFI	Société financière internationale
SESAL	Souveraineté Economique pour la Souveraineté Alimentaire
SIGGI	« Relever la tête » en wolof (langue parlée au Sénégal)
Stiftung	Friedrich Ebert Stiftung (Fondation allemande)
TEC	Tarif Extérieur Commun
UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNICEF	United Nations Children's Emergency Fund (Fonds des Nations Unies pour l'enfance)
USAID	United States Agency for International Development
VIH-IST	Virus Immunodéficience Humaine – Infections sexuellement transmissibles
ZLEC	Zone de libre-échange continentale

45^{ans} d'alternatives pour des transformations durables

enda 2018

enda tiers monde, 45 ans d'engagement

Fêter 45 ans pour une organisation comme Enda, c'est forcément s'interroger de façon constructive mais aussi critique sur (a) son **bilan** et (b) la **valeur ajoutée** de son parcours ou sa contribution pour les générations actuelles et futures.



Moussa MBAYE

Parce que nous nous considérons comme «bâtisseurs d'alternatives», nous avons abordé ces deux dimensions (bilan et valeur ajoutée) en provoquant une réflexion sur « les conditions d'un changement profond, authentique et durable ». Car de telles alternatives ne doivent point se révéler dérisoires ou simples adjuvants au système; il faut donc un processus qui aille au-delà des symptômes et touche les véritables déterminants de la situation ainsi que les moteurs efficaces de transformation.

A ce propos, les échanges très intéressants auxquels ont donné lieu les Universités citoyennes d'Enda, notamment dans le volet «Changement durable et politiques publiques», sont synthétisés ci-après, dans la partie analytique du présent rapport.

Ces « Regards croisés sur les stratégies dites d'émergence en Afrique » ont été ainsi l'occasion pour le Réseau international Enda Tiers Monde de contribuer à l'enrichissement de la pensée du développement, à l'aune des tendances et défis du contexte actuel, tant cette notion d'émergence est omniprésente

dans le discours et dans les référentiels des politiques publiques, sous nos latitudes.

La disparition de notre regretté Samir Amin est venu nous rappeler douloureusement le sens et l'urgence qu'il y a à redécouvrir et redéfinir l'identité d'Enda, les caractéristiques propres à sa démarche, etc., pour raviver le flambeau de la « bataille des idées », assurer la continuité autant que l'adaptation à un contexte largement renouvelé. A travers les témoignages des différentes générations qui ont contribué à fonder puis développer Enda, les jeunes générations ont eu l'opportunité de redécouvrir le contexte dans lequel les fondateurs ont lancé un combat de longue haleine pour la transformation axée sur la dignité.

Enda tiers monde, une identité et des valeurs désormais largement partagées

Nous avons redécouvert la valeur de la vocation qu'Enda se donnait pour trouver une voie propre de développement par les populations et à travers la transformation de notre environnement (au sens large du terme).

Plus qu'une organisation, ou un réseau d'associations, Enda est un mouvement nourri par une idée généreuse, celle d'une société conviviale pour tous et pour la nature -- que beaucoup de personnes, groupes et institutions se sont appropriées.

Le talent d'Enda TM, c'est de «se saisir d'une problématique et l'aborder sous toutes ses dimensions et implications en prenant les attaches techniques, sociales, environnementales, politiques, culturelles....partager l'approche avec les acteurs de la base jusqu'au plus haut niveau et engager de la sensibilisation, de la formation, du plaidoyer,...sur le nouveau paradigme ainsi défini hors des sentiers battus des approches classiques »

Nous avons confirmé qu'Enda, même s'il est un formidable opérateur de projets multiformes de recherche, de formation, d'investissement public, d'animation sociale, etc., ne saurait être réduit à un opérateur de développement qui se laisse porter par le succès de ses réalisations et qui devient oublieuse de sa mission de transformation d'un Ordre producteur d'inégalités et de prédation sur l'environnement et les ressources naturelles ou, autrement dit, de renversement des schémas actuels qui contribuent plutôt au sous-développement identitaire des populations du Sud.

A travers et par delà une démarche de projets, le principal mandat de ce Réseau « est de mettre à la disposition des populations appauvries du Sud, les capacités matérielles, intellectuelles, organisationnelles et politiques pour participer de manière responsable à la marche de leurs nations locales et à la marche du monde à travers leurs propres initiatives, leurs entreprises et leurs modèles organisationnels propres » .

Par-là, en ayant permis aux jeunes générations engagées avec Enda de saisir la quintessence de notre trajectoire, pour contribuer à transformer positivement ce monde, nous élargissons significativement la portée de la valeur ajoutée d'Enda TM.

Quelques réalisations récentes méritent d'être rappelées ici, comme marqueur des grands pas franchis face aux défis internes et externes.

Le lancement du **Rapport Alternatif Sur l'Afrique (RASA)**, réussi et prometteur, a été

un événement phare parmi ceux qui replacent les Africains au centre de la pensée et des débats sur le développement de ce continent et des peuples du Sud, pour changer. Cette initiative d'Enda, menée en concert avec d'éminents intellectuels et organisations/institutions de renommée du Sud, y compris la diaspora, a fait date, suscité moult réactions dans les instances et médias internationaux et ramené Enda dans une dimension essentielle de son legs et de sa mission.

Auparavant, l'inauguration de la **Bibliothèque Populaire du Développement** au sein du Centre de Ressources Multimédia d'Enda avait également manifesté et renouvelé le souci d'Enda de renforcer la capacité de changement, d'action et de proposition des citoyens, des groupes organisés à l'échelle locale, etc., en favorisant un accès démocratique au savoir, notamment par une démarche proactive et un accompagnement dynamique des jeunes, des citoyens membres des mouvements sociaux, etc.

Le souci historique d'Enda de mettre la recherche au service des aspirations des populations doit nous amener, au-delà des recherches-actions-formations constitutives de nos démarches avec les groupes de base, à travailler à une meilleure **interaction entre sciences et sociétés**. Le partenariat avancé avec l'Université Cheikh Anta Diop, et la mise en place d'un Comité Paritaire Enda-UCAD, le lancement d'initiatives collaboratives majeures (par exemple, co-organisation d'un Master en Agro-écologie, en partenariat avec l'UCAD et la FENAB), etc., sont autant de jalons satisfaisants notés en 2017-2018.

La diversité thématique, géographique et culturelle n'est pas plus une contrainte à un impact collectif, d'autant plus que nous avons collectivement précisé et formulé le fil conducteur qui associe nos diverses entités à travers le monde dans **un même projet politique**. En effet, l'ensemble des entités du Réseau Enda et les actions transversales

contribuent à la réalisation du changement ainsi formulé : « *Passer d'un système sociétal qui détruit l'environnement et fabrique les inégalités à une société co-produite, fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, une société où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis.* »

Enda Tiers Monde, toujours champion et entrepreneur de changement, prend un nouveau cap pour contribuer à des changements authentiques, profonds et durables !

La confirmation de la dynamique positive vers un nouveau rayonnement d'Enda TM se lit également à travers la consolidation de nos partenariats (signature d'une nouvelle convention avec le Grand-Duché de Luxembourg, nouveaux jalons significatifs pour l'Accord-cadre de Partenariat avec l'Union Européenne) et leur diversification (développement de relations stratégiques avec des fondations comme la Ford Foundation, la Rockefeller Foundation, Rosa Luxembourg Stiftung, etc.)... Avec les initiatives de valorisation de l'expertise et du patrimoine d'Enda vers un modèle économique renouvelé, nous tendons à relever le défi qui consiste à doter Enda des moyens institutionnels et financiers à la mesure de sa vocation internationale.

Ces jalons sont les marques de l'engagement intact et du dynamisme renouvelé de toutes les composantes d'Enda afin que le legs reste vivace. Ensemble, nous avons travaillé au renforcement de la cohésion interne et de la convergence pour un impact collectif dans des combats sur les enjeux globaux. Enda TM est ainsi devenu un réseau d'organisations autonomes liés par un même engagement politique pour une société juste et équitable, plurielle et inclusive. Hier comme aujourd'hui, Enda TM est porté par des champions, des entrepreneurs du changement, qui osent, innovent, mobilisent et motivent des membres de leurs équipes dans le changement culturel, environnemental, politique, économique et social. Nous avons su resserrer les liens et trouver la juste mesure entre les générations qui se succèdent afin de faire vivre pour toujours cette idée généreuse qu'est Enda.

Bien sûr, les défis restent immenses, des incertitudes et les pesanteurs persistent mais si nous avons à cœur de recourir à notre passé c'est pour « réinventer le présent », et faire

qu'Enda reste toujours utile aux peuples, aux « gens d'en bas », y compris dans le renforcement de leurs capacités stratégiques et la promotion de dialogues inclusifs.

Nous raffermissons donc notre détermination à contribuer au déploiement du «nouvel enda», dans le cadre du réseau international, en rappelant les engagements qu'avait pris le Secrétaire Exécutif pour favoriser :

- **Une relance morale** : la fierté d'être «Enda» et de se sentir bien à contribuer dans une œuvre gigantesque mais noble, nous devons tout faire pour que ce sentiment habite à nouveau les acteurs d'Enda ; ce qui avait fini d'en faire une « famille ». Cet aspect « culturel » ou « moral » a été une des clés du succès d'Enda et doit le rester ou le redevenir.
- **Une relance économique** : Enda a besoin d'un nouveau modèle économique, du fait des changements advenus dans le contexte, auxquels nous n'avons pas su répondre à temps. Comme nous l'avons appris à d'autres, nous devons gagner notre autonomie tout en consolidant la relation avec nos partenaires institutionnels actuels et en mobilisant des fonds stratégiques additionnels, en valorisant les compétences existantes et le patrimoine, en mutualisant les opportunités de financement...
- **Une remise en perspective politique et stratégique** : Enda TM s'était distinguée depuis sa fondation dans la capacité d'anticipation des évolutions économiques, sociales, environnementales, culturelles, politiques, technologiques autant à l'échelle globale qu'à celle des communautés. Dans la première décennie des années 2000, nous avons reconnu que, sur beaucoup d'enjeux où nous étions attendus, nous

n'avions plus cette influence significative à certaines échelles stratégiques de dialogue et de négociation ; ainsi, nous devons, au-delà d'une satisfaction légitime pour les acquis notés, continuer les efforts pour reprendre la main, dans ce domaine. Quels que soient les thèmes, Enda devrait, d'une part, travailler plus et mieux dans le renforcement de capacités, pour amener les populations à faire face aux nécessités d'une véritable citoyenneté, à devenir de véritables sujets politiques ; et d'autre part, Enda devra être plus efficace à influencer les politiques locales et globales et mieux le faire savoir...

- **Une réhabilitation de la vocation intellectuelle critique** : Enda TM est aussi une organisation de combat autour d'idées et de principes qui lui ont donné son label

militant et suscité de nombreuses vocations d'individus et d'organisations.

Nous avons à cœur de revisiter les thèmes sur lesquels «Enda avait raison» mais également les renouveler pour le futur en réveillant dans l'organisation les capacités de prospective ouverte. La fonction de think tank et d' «Enda Ecole» qui s'appuie à la fois sur une rétrospective et des compétences de recherche déjà existante sera encore mieux systématisée et organisée pour générer des ressources additionnelles et réhabiliter le leadership intellectuel d'Enda TM.

Nous comptons, avec cet âge de maturité, bonifier nos contributions à **des changements authentiques, profonds et durables** et, ainsi, attester, consolider et confirmer notre slogan « **Enda, Bâtisseur d'alternatives** ».

« Pour avoir suivi et accompagné de notre mieux la vie de l'organisation toutes ces dernières années, nous sommes sûrs que la ligne d'Enda tracée par Jacques Bugnicourt sera maintenue. Enda tiendra ferme la barre de la recherche d'alternatives fécondes, de l'impulsion de la créativité, en refusant de s'engluier dans les sentiers battus, et au risque de déranger. Il continuera de conjuguer son action à celle des pouvoirs publics, dans une complémentarité dynamique, pour l'atteinte des objectifs de développement et dans la pleine responsabilisation des groupes de base, en zone rurale comme urbaine. »

Cheikh Hamidou Kane, *Ecrivain, ancien Ministre, Président d'Honneur d'enda tm*

Moussa MBAYE
Secrétaire Exécutif
du Réseau International Enda Tiers Monde



Première Partie

Emergence en Afrique : faire le choix des sociétés et non des marchés



Le professeur émérite, l'économiste éminent, notre regretté ami **Samir AMIN** (décédé le 08 août 2018, à Paris), père fondateur d'ENDA, du CODESRIA et de nombre d'organisations, groupes de réflexions et autres réseaux d'acteurs dédiés à l'émancipation des peuples du Sud, avait tenu un discours fort instructif sur la notion d'**émergence**, lors de la célébration des **45 ans d'ENDA**, en février 2018. Il précisait avec force que « le terme «*émergence*» est apparu récemment (...) fabriqué par des banquiers de Chicago ; et l'expression employée n'était pas «*pays émergents*», mais «*marchés émergents*». Ce qui intéressait ces banquiers et, derrière eux, l'ensemble des systèmes industriels et productifs des pays impérialistes, des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon, c'était de créer le développement ou la croissance, appelons ça comme on veut, pour permettre que se constitue et se renforce une classe moyenne consommatrice ».

Et effectivement, ce que l'on a vu se développer au cours des vingt dernières années, c'est la croissance presque vertigineuse de ces classes moyennes, partout dans les grands

pays du Sud, c'est-à-dire qu'il s'agisse de la République démocratique du Congo, pays plongé dans le chaos permanent, ou de la Chine, pays de grands succès.



Les classes moyennes ayant un « pouvoir d'achat » intéressant, c'est-à-dire capables d'acheter des smartphones, des automobiles, de l'équipement ménager, etc., sont passées en moyenne, pour le Grand Sud, de 5 à 20 %. Compte tenu du fait que le Grand Sud représente 85 % de la population de la planète, 20 % c'est plus que l'ensemble des marchés du Nord, ou au moins autant. Et leur intérêt s'arrêtait là. Donc il n'y a pas de pensée stratégique ni d'homonymie entre ce concept de « marché émergent » et celui de « pays émergent » ou de « société émergente ». (...)

De tous les pays classés « émergents » par les institutions internationales qui, en même temps, pour faire plaisir à tout le monde, décernent

des « diplômes d'émergence » à tour de bras (et il n'y a pas un pays qui ne soit pas déclaré « émergent » à l'heure actuelle dans ces classements, sauf peut-être la Somalie), très peu sont véritablement émergents. Et encore moins, très peu de ces pays **pensent** une vraie politique d'émergence. Si je prends le cas de, mon pays natal, l'Egypte, il n'y a absolument aucun projet d'émergence. Et pourtant, l'Egypte est classée parmi les pays émergents. (...)

La discussion sur ce qu'est un pays émergent et quelle politique doit être mise en œuvre pour émerger **effectivement** reste à l'ordre du jour, non seulement dans les pays africains, mais aussi dans tous les pays du monde. Pas seulement dans les pays du Sud, mais

également dans les pays du Nord, d'une autre manière. (...) Simplement rappeler que ce mot «émergence», comme «écologie», comme «environnement», comme «développement», comme «démocratie», comme «bonne gouvernance», comme tous ces termes mis à la mode, est d'une ambiguïté parfaite et permet de donner une légitimité à n'importe quoi. »

Mais la notion d'émergence est également vue par d'autres plutôt comme une actualisation ou une mise au goût du jour d'analyses économiques antérieures largement développées sur le plan académique à partir des années 1960, en particulier, parmi les plus connues, les travaux de Rostow sur les étapes de la croissance. Cette approche se positionne en alternative aux théoriciens marxistes emprunts de révolution et

de rupture par rapport au modèle dominant. Ainsi, Rostow propose dans son modèle une évolution plus linéaire du développement.

En effet, et pour mémoire, Walt W. Rostow considère cinq étapes par lesquelles passent tous les pays dans leur développement : la société traditionnelle, l'émergence des pré-conditions du décollage, le décollage (take off), la marche vers la maturité et l'ère de la consommation de masse. La phase du décollage étant la plus importante pour les pays en développement. Il s'agit d'une période où «l'échelle d'activité économique productive atteint un niveau critique et produit des changements qualitatifs qui mènent à une transformation structurelle massive et progressive dans l'économie et la société».

L'évolution constante du concept d'émergence rend difficile le consensus

Le vocable « émergent » est apparu pour la première fois en 1981, sous la plume du néerlandais Antoine VAN AGTMAEL, économiste en chef à la Société financière internationale (SFI : une organisation du Groupe de la Banque mondiale, créée en 1956 et dédiée au secteur privé), pour parler de pays en développement présentant de réelles opportunités d'investissement pour les grands groupes financiers. De cette vision résolument capitaliste l'on aurait progressivement glissé vers une nouvelle conception, plus politique, considérant que les pays émergents représentent les « nouveaux pays industrialisés », ou encore les pays en développement « à revenu intermédiaire », c'est-à-dire tous ceux ne faisant pas partie des PMA (Pays les moins avancés). D'où la grande ambiguïté sémantique, rappelée par le Pr Samir AMIN, qui ne permet toujours pas d'aboutir à un consensus.

Lorsqu'en 2001, la banque d'affaires Goldman Sachs souligne dans ses rapports le potentiel considérable de croissance économique de quatre pays, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, elle introduit pour la première fois le terme de *BRIC*. Ce groupe de pays naguère considérés comme des «puissances pauvres» et dont le caractère émergent apparaît désormais à travers leur remarquable intégration dans l'économie globalisée, marquée par une exportation de plus en plus massive de biens et par une balance commerciale positive. Le rapport 2004 de la banque Goldman Sachs

souligne ainsi que les *BRIC* appartiennent doré et déjà aux 15 premiers PIB mondiaux (Chine 6e, Inde 10e, Brésil 14e, Russie 15e), avec non seulement une imposante population, mais aussi des capacités technologiques induisant de profondes mutations, une main d'œuvre quasi inépuisable, des sous-sols au potentiel gigantesque, notamment en Russie. Depuis lors, la situation a considérablement évolué, avec l'avènement de la Chine comme seconde puissance économique et futur première puissance mondiale selon de nombreuses études. De nouveaux critères d'émergence (taux de croissance de 7 à 8 %, cadre macroéconomique discipliné et résistant, et environnement institutionnel de qualité), ont permis de faire évoluer le sigle *BRIC*. Avec l'apparition de nouvelles appellations : *BRICS* (avec l'introduction de l'Afrique du sud), *BRICM* (avec le Mexique), les *BRICK* (avec la Corée du sud), et *BRICSAM* (avec l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Mexique).

La multiplicité des analyses sur l'économie des pays dits « émergents » a montré que le concept est en évolution constante. Dès 1996, le CEPIL (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) publiait un rapport déterminant l'émergence d'un pays à partir de trois critères : 1) un niveau de richesse (revenu moyen par habitant inférieur de 70 % au niveau moyen dans les pays de l'OCDE). 2) Une participation croissante aux échanges internationaux de produits manufacturés (croissance des

exportations de produits manufacturés supérieure de 2 % par an à la croissance des échanges mondiaux). 3) Une attraction exercée sur les flux internationaux de capitaux (rôle des places financières). Dans cette optique, l'émergence s'inscrit résolument dans une logique d'ouverture économique vers l'extérieur et de libre-échange.

Les soixante-dix dernières ont été jalonnées de concepts socioéconomiques servant à catégoriser le statut de chaque pays dans le concert des nations, avec des «pays développés» et des «pays sous-développés», des « pays à revenu intermédiaire » et des « pays les moins avancés », des pays pauvres et des pays riches, des pays industrialisés et des pays non-industrialisés, etc. Chacune de ces catégories témoigne d'objectifs spécifiques et particuliers que peut se donner un pays et le concept de « pays émergent » ou d'économie émergente n'échappe pas à la règle.

Mais l'émergence d'une économie peut différer du développement d'un pays, qui renvoie plutôt au développement économique, socio-culturel et technologique impliquant une forte réduction de la pauvreté. Le développement induit irrémédiablement le **changement économique et social** conçu comme toute transformation observable dans le temps, affectant d'une manière qui ne soit ni provisoire ni éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifiant le cours de son histoire.

Car si la croissance économique stricto-sensu ne tient compte ni de la répartition du revenu ni de l'interrelation entre production et répartition des revenus, le développement est quant à lui l'ensemble des changements économiques, sociaux et culturels positifs et soutenables pour la Planète et profitable équitablement au sein de la société.





La référence à l'émergence est au cœur des politiques de développement en Afrique

De nos jours, la notion d'émergence est au cœur de la politique de développement de la plupart des pays africains et dans tous les discours officiels. Dans l'esprit des gouvernants, le vocable peu flatteur de «pays en voie de développement» doit faire place nette à celui, plus glorieux, de « pays émergent » ou tout au moins engagé sur le chemin menant à l'émergence. Le concept s'est imposé comme étant un moyen d'être dans l'air du temps et de donner de la crédibilité au programme économique de tout gouvernement voulant être «distingué», par les institutions internationales, comme accomplissant des réussites remarquables sur la voie qui rapproche le plus des pays industrialisés. Il sert à l'idéologie selon laquelle il n'existerait qu'une seule trajectoire de développement, l'occidentalisation et le modèle de progrès basé sur la compétition et la reproduction des inégalités. Pour être considéré comme respectable, chaque pays s'efforce de décliner dans une planification plus ou moins rigoureuse et avec force détails un horizon « crédible » d'émergence. Et aujourd'hui, parmi les 54 pays membres de l'Union africaine (UA), 27 c'est-à-dire la moitié, ont présenté à la face du monde leur plan pour l'émergence, avec des horizons à court et moyen terme : 2020 pour la Côte d'Ivoire, 2025 pour le Gabon, 2030 pour le Togo et le Tchad, 2035 pour le Sénégal, etc. Une euphorie entretenue par le PNUD qui a décidé d'accompagner les pays africains dans l'institutionnalisation de la tenue d'une **conférence bisannuelle sur l'émergence de l'Afrique**, dont les deux premières ont été organisées à Abidjan, en mars 2015 et mars 2017, et la troisième prévue à Dakar, en janvier 2019.



Nombre de pays africains ont connu au cours des dix dernières années une période de croissance économique réelle, avec des records en Ethiopie et en Côte d'Ivoire. Cependant, ces « bons résultats » économiques ne recoupent pas forcément les autres conditions qui placent un pays dans le cercle vertueux du développement multiforme et de l'amélioration durable des conditions de vie des populations. Cette forte croissance a plutôt fait naître des illusions nées de la certitude d'être irrémédiablement engagés sur la voie de l'émergence. Un optimisme béat qui a certainement conduit l'Union africaine à publier, en 2015, son Agenda 2063, sous le vocable « L'Afrique que nous voulons », un texte à la fois volontariste et mobilisateur, aux accents messianiques, faisant de l'Afrique « le continent du XXI^e siècle ».

Dans cette optique, l'évaluation des efforts fournis par les différents pays s'est voulue objective, la conférence des ministres ayant demandé, lors d'une conférence conjointe de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en mars 2015, de concevoir un **Indice de mesure du niveau d'émergence des différents pays du continent**. Une étude réalisée par l'Observatoire de l'émergence en Afrique (OBEMA), un think tank qui a voulu harmoniser les stratégies d'émergence en Afrique, en tenant compte des spécificités africaines. L'OBEMA a développé une méthodologie spécifique pour concevoir un indice sur la base de 23 critères déterminés en fonction de 4 dimensions : i) politique, ii) économique, iii) développement humain et iv) sociale.

Cette construction permet de rendre compte de la position relative de chacun des 54 pays membres de l'UA en quatre groupes : 1) les pays déjà au « **stade de l'émergence** » ; 2) les pays au « **seuil de l'émergence** » ; 3) Les pays à « **potentiel d'émergence** » ; 4) et les pays du dernier groupe pudiquement dénommé « **autre** ». Une échelle de 0 à 100 permet ainsi à chaque pays de connaître son « rang » et ce classement, publié pour la première fois en fin 2017, révèle que **sur les 54 pays, seuls 11 pays méritent d'être appelés émergents**.

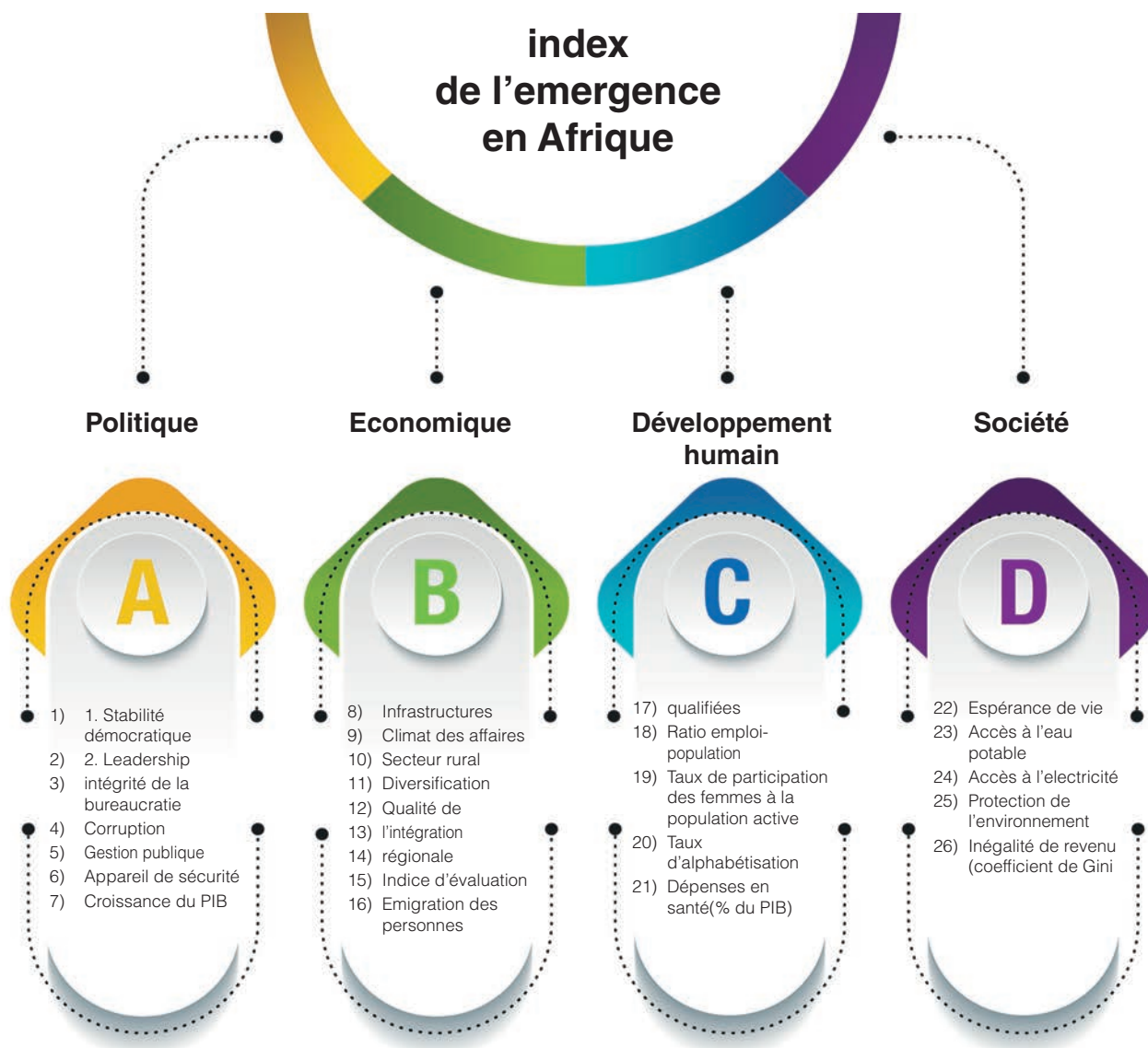
Le classement du groupe leader de l'émergence en Afrique comprend des pays comme : 1^{er} L'île Maurice ; 2^e l'Afrique du Sud ; 3^e les Seychelles ; 4^e le Botswana ; 5^e le Cap-Vert ; 6^e le Rwanda ; 7^e le Ghana ; 8^e la Tunisie ; 9^e la Namibie ; 10^e le Maroc ; et 11^e Sao Tomé-et-Principe.

Le deuxième groupe des « pays du seuil », qui ont atteint un cap dont le franchissement les ferait entrer dans l'émergence comprend également 11 pays avec à leur tête l'Egypte, suivi de l'Ouganda, l'Algérie, le Sénégal, la Zambie, la Tanzanie, le Kenya, le Gabon, le Bénin, le Malawi et le Lesotho.

Le gros de la troupe se trouve quant à lui réunit dans le troisième groupe dit « pays Potentiel ». Il s'agit de 20 pays qui ne sont pas encore en mesure de créer les synergies nécessaires entre leurs ressources (parfois considérables) et les opportunités à saisir pour une meilleure mise en œuvre. Classés par ordre, ce sont : Djibouti, les Comores, le Liberia, le Burkina Faso, le Togo, la Sierra Leone, l'Ethiopie, le Mali, Madagascar, la Gambie, le Burundi, le Zimbabwe, le Mozambique, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Swaziland, la Libye, le Niger, le Nigéria et la République démocratique du Congo.

Le quatrième groupe de pays appelé « autres » réunit 11 pays qui, actuellement, n'ont pas des résultats suffisants pouvant autoriser de les placer sur la voie de l'émergence : la Guinée, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, l'Angola, l'Erythrée, le Soudan, la République centrafricaine, le Tchad, le Soudan du Sud et enfin la Somalie.

Cette nouvelle nomenclature de l'émergence en Afrique est pour le moins surprenante, surtout lorsqu'on sait que le Nigéria a été classé première économie du continent par la Banque mondiale avec 404 milliards USD, loin devant l'Egypte 332 milliards USD et l'Afrique du Sud 295 milliards USD ; et que les performances de la Côte d'Ivoire (13^e PIB en Afrique) sont les meilleures de la zone CFA (UEMOA et CEMAC réunis). Les éditions ultérieures de l'indice de l'émergence en Afrique seront riches en enseignements pour faire le suivi de l'évolution de chaque pays. Le travail de l'OBEMA montre que l'émergence n'est pas qu'un ensemble de bons chiffres macro-économiques. La substance de l'émergence est plus systémique et totalisante au sens où son but est de parvenir à monter non seulement le progrès économique et social, mais aussi une répartition équitable des revenus, une amélioration nette et durable du niveau de vie, et l'avènement d'une grande classe moyenne dynamique et bien éduquée, dans un cadre politique stable marqué par une régulation sociale adaptée, co-construite par un État responsable et une société civile forte et organisée.



Néanmoins, selon les analyses du RASA, l'Index OBEMA « ne définit l'émergence que comme un processus de transformation économique soutenue qui se traduit par des performances aux plans social et humain et qui prend place dans un contexte politique et institutionnel stable susceptible d'en assurer la soutenabilité ». Les seuils qu'ils ont définis montrent qu'aucun pays africain n'est vraiment émergent, même pas l'Afrique du Sud ou le Nigeria, ou l'Égypte ou le Kenya. En tout état de cause, il faut s'interroger sur le sens –compris comme signification et direction– de ces discours » (Rapport Alternatif sur l'Afrique, p.22)

Car on ne saurait analyser la situation et les perspectives des pays africains sans considérer le contexte posé par le système international. « Parce que le développement ne peut se concevoir sans l'industrialisation et l'élargissement des marchés intérieurs. L'émergence ne saurait se concevoir sans remettre en cause l'ordre mondial impérialiste. C'est quelque chose que les nations impérialistes connaissent » (Ha-Joon Chang).

A cet égard ; le rapport du vice-président Nixon intitulé « L'émergence de l'Afrique » daté de 1957 déjà est assez explicite.

Généralisation des plans d'émergence : vers quoi et pour qui ?

Ces dernières années, plusieurs processus de réflexion interne ont amené ENDA à proposer une analyse détaillée des forces et limites des certains plans et stratégies d'émergence initiées dans des pays ouest-africains ainsi que des recommandations pour contribuer à

améliorer leur mise en œuvre et notamment l'appropriation par toutes les catégories d'acteurs jusques et y compris les communautés de base. ENDA salue certes de telles initiatives menées la plupart du temps avec une logique de planification et de stratégie

prospective, proposées pour les 20 ou 25 prochaines années, et constituant un nouveau cap pour les sociétés africaines.

Pour ENDA, un plan d'émergence doit constituer une référence principale et le cadre de mise en cohérence et d'alignement des interventions publiques et privées, des nationaux comme de l'étranger, des institutions bilatérales et multilatérales, des ONG nationales, internationales et communautaires, etc. Il doit avoir pour obligation de transcender les mandats électoraux et les contingences superficielles ou catégorielles et faire l'objet d'une entente ou d'un pacte national quant à ses principes, ses contenus politiques et programmatiques, sa démarche et ses attendus.

La vision des différents plans d'émergence en Afrique n'est pas qu'économique, car elle a des dimensions sociétales, sociales, politiques, culturelles, environnementales inter-reliées qui doivent être toutes traduites en programmes concrets et politiques cohérentes s'adossant à des principes et des valeurs essentielles de civilisation. Sous ce rapport, **il est très important de traduire les stratégies d'émergence en processus approfondis de construction d'un projet de société produit dans ses dimensions horizontale et verticale, garantissant une mobilisation sociale large.** C'est à ce prix qu'elles deviendront de véritables leviers de transformation économique et sociale aptes à insuffler, jusqu'au plus bas de la structure sociale, une énergie créatrice productive et fécondante pour *bâtir des sociétés ouvertes et inclusives, solidaires et en paix, respectueuses des droits et de la dignité humaine, de la justice sociale et de la diversité culturelles, où les différentes ressources sont réparties équitablement et gérées dans l'intérêt des générations actuelles et futures.*

Au-delà des problématiques présentées et justifiant les programmes annoncés çà et là, il faudrait songer à valoriser davantage les potentiels intrinsèques de certains secteurs et une transformation des mécanismes et niches de création de richesse fonctionnant actuellement. Par exemple, comment ignorer le dynamisme de l'économie populaire (qualifiée d'informelle), sociale et solidaire en terme de création d'emplois et de productivité (55 % du PIB) souvent énoncé dans les documents, mais rarement traduit en politique, stratégie ou programme, au-delà de l'amélioration de leur

protection sociale. Il s'agit pourtant de plus de la moitié des activités économiques et de la création d'emploi dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

Pour ce qui est de l'Agriculture, toute stratégie de relance du secteur doit se faire sur la base de l'existant. Il ne s'agit pas de créer de nouveaux agriculteurs ou éleveurs, mais plutôt de renforcer les exploitations familiales dont le potentiel en matière de création d'emplois, de gestion durable des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques n'est plus à démontrer. L'agrobusiness devrait avant tout être un « agrobusiness familial ». Les modèles de financement de l'Agriculture, tels que les mécanismes de contractualisation et partenariat public-privé (comme dans le cadre de la NASAN au Sénégal) ne rassurent pas assez au sens où ils semblent s'inscrire dans la lignée des modèles d'affaires qui se sont opérés jusque-là au détriment des populations africaines.

La question de l'énergie devrait faire l'objet d'une meilleure élaboration, car dans la vision de l'émergence promue dans certains pays africains est « accroissons l'offre », alors qu'au cœur de la transition énergétique c'est l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables qui sont la clé de la satisfaction, à terme, des besoins en énergie. Même si la question est parfois abordée, il semble évident que la problématique de l'énergie est beaucoup plus à orienter vers la satisfaction des besoins en relation avec leurs dimensions sectorielles et domestiques qui est alors résolument tournée vers la demande : agriculture-énergie, eau-énergie, santé-énergie, cuisson-énergie, etc., pour lesquelles des options décentralisées et diversifiées existent déjà et doivent désormais être prises en comptes.

En effet, l'horizon 2030-2035 des différentes stratégies d'émergence en Afrique semble être celle de la grande incertitude en ce qui concerne la disponibilité des énergies fossiles qui poseront de toute façon de plus en plus de difficultés aux pays qui n'en disposent pas. De cette disponibilité dépendra tout le reste, car aucune velléité d'émergence ne pourra souffrir d'une non-maîtrise de l'énergie, tandis que les contraintes environnementales imposent la recherche d'alternatives et de solutions viables aux modes actuels de production et d'utilisation.

La vision du *Plan Sénégal émergent*, par exemple, repose sur la recherche d'une trajectoire de développement durable (144) avec une société solidaire et un Etat de droit, qui se décline ensuite, en trois piliers donnant la primauté à l'économie et à la croissance (pilier 1), mais reléguant le développement durable aux aspects humains et sociaux (pilier 2). Ainsi, soit le développement durable est présenté comme un simple résidu de la croissance, soit l'on soutient que seule la croissance permettra de satisfaire les éléments durables du développement. Or, la croissance en soi n'assure pas un développement durable, il y a donc à ce niveau une réflexion à engager sur le type de croissance souhaité et comment se répartissent les « fruits » de la croissance.

Plus généralement, cela pose le problème d'une redéfinition des objectifs et des mécanismes de la croissance, car le fait d'introduire de manière résiduelle l'économie verte à côté de l'économie sociale, informelle, formelle, etc., pose le problème de l'intégration de ces différentes formes économiques dans un modèle de croissance. Les scénarios de croissance devraient être intégrés à des scénarios de développement durable qui, on l'a souligné, ne reposent pas uniquement sur de la croissance économique dont on a par ailleurs noté l'incertitude.

La création de richesses pour lutter plus efficacement contre la pauvreté, et l'accès équitable aux ressources doivent rester les priorités d'un développement durable qui assure la prospérité à l'ensemble de la population. Les bénéfices de la croissance doivent donc, en priorité être redistribués aux plus pauvres, afin de réduire les inégalités et assurer le minimum de protection sociale et ce, quel que soit le type de scénario retenu. On objectera que c'est plus aisé à faire quand la croissance est forte. Le développement durable est justement d'envisager cette redistribution quel que soit le scénario, on renverse alors les priorités déclarées en se fixant des objectifs de développement durable sur le plan économique, social, environnemental et politique.

En outre, les différentes stratégies d'émergence en Afrique gagneraient à s'inspirer d'une véritable intelligence stratégique et économique, ainsi qu'une volonté de reprise de la souveraineté nationale sur les secteurs

économiques et les ressources naturelles, techniques et humaines. Se défaire d'une tendance trop orientée vers le fundraising et convoquer le patriotisme économique comme un principe et un choix répondant au caractère schizophrénique du contexte commercial actuel, marqué à la fois par la définition de règles d'ouverture tous azimuts à l'échelle internationale et le retour du repli nationaliste et des protectionnismes.

A cet égard, les Accords de partenariat économique (APE) constituent un défi dont il faudra mesurer les impacts positifs et négatifs sur les velléités d'émergence en Afrique. ENDA, dont l'expertise sur cette question est reconnue au plan international, pourrait apporter une contribution significative au «mainstreaming» de certaines stratégies d'émergence, par rapport notamment à cet enjeu d'ouverture du marché en Afrique. De même, les formidables opportunités qu'offre l'ouverture à des partenariats nouveaux avec les pays du Sud, dont le formidable développement a bousculé les lignes de démarcation économiques traditionnelles, doivent être explorées avec intelligence pour accroître les possibilités de financements innovants et l'accès à des technologies adaptées.

Au niveau des territoires et à l'échelon local, il faudrait insister sur l'amélioration de la qualité de la gouvernance qui constitue un des facteurs important pour promouvoir l'émergence. L'aptitude des autorités locales à fournir des services et à contribuer aux transformations, dépend en grande partie de leur capacité à faciliter et *créer un environnement favorable à la participation* de tous les acteurs locaux, dans un effort collectif d'atteinte des objectifs de développement.

A d'autres égards, l'éducation et la formation, à réinventer face à la crise généralisée des systèmes existant depuis la colonisation, doivent servir les stratégies d'émergence et se servir d'eux pour renaître. Un nouveau modèle économique et une transformation structurelle des économies ne peuvent se faire en marge de cette refondation de l'éducation et de la formation.

ENDA estime également qu'un meilleur sort devrait être réservé à la culture qui doit constituer un levier de mise en confiance en soi, de changements de comportement partant de nos propres principes et valeurs, et



des mutations dans les modes de consommer, autant d'indicateurs ayant un impact direct sur l'émergence.

ENDA regrette également le déficit d'articulations stratégiques et opérationnelles des différents plans d'émergence avec les stratégies économiques des pays voisins, avec les politiques d'intégration africaine et avec les marchés communs régionaux en construction.

Logiquement, l'intégration régionale et les marchés communs devraient être un des moteurs de l'émergence en Afrique. Le fait que, dans l'exemple du Sénégal toujours, plus de la moitié des exportations commerciales soit destinée à des pays de l'Afrique de l'Ouest est un indicateur pertinent de l'impact positif d'un développement du commerce intrarégional sur l'économie ; d'où la nécessité d'œuvrer au développement de corridors commerciaux vers les pays partageant le même espace économique sous-régional.

ENDA pourrait contribuer à documenter l'impact et les articulations des marchés communs avec les dynamiques d'émergence et programmes planifiés dans le cadre

des différentes stratégies d'émergence en Afrique de l'ouest.

ENDA souhaite également que le rôle et la place de la société civile soient mieux formalisés à l'avenir, notamment par une meilleure représentation dans les instances de pilotage, avec des modalités connues de tous les ayants-droits. ENDA s'engage à relever deux défis essentiels pour la société civile: d'une part, s'engager dans des dialogues et discussions dans les politiques pour promouvoir la redevabilité des porteurs d'obligation et, d'autre part, promouvoir une meilleure appropriation des politiques publiques à l'échelle locale, en mettant en avant le principe de responsabilité sociale.

Si les sociétés/pays africains veulent se (re) positionner comme acteur majeur du monde qui advient, les processus de transformation économiques ne sauraient se faire avec le modèle existant comme horizon, en s'intégrant mieux au besoin dans le système actuel, le défi est plutôt de faire émerger **cette nouvelle économie, créatrice de richesse à des échelles significatives, selon un modèle renouvelé, plus écologique et durable.**

Emergence et transition : s'appuyer sur l'expérience d'Enda

La notion d'émergence, à la mode actuellement dans les pays en développement correspond ainsi, à une combinaison des phases de pré take off et de take off dans le modèle rostowien, avec la particularité d'aller

au-delà des seuls indicateurs économique en intégrant les aspects sociaux, environnementaux, voire de gouvernance, ce qui pourrait alors correspondre à un développement plus durable.

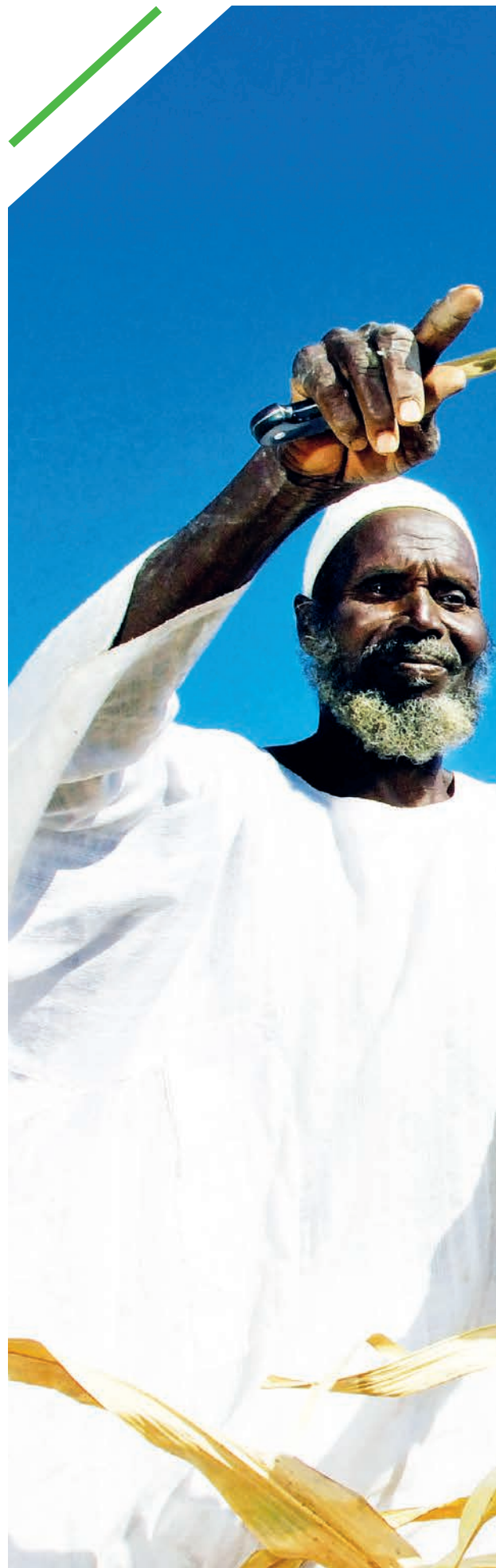
Ce sont d'ailleurs des positions proches qui ont été développées par le Professeur Moubarack Lô depuis plusieurs années et qui sont reprises dans son ouvrage « L'émergence économique des nations : définition et mesure » Harmattan Sénégal 2017. Pour cet économiste, l'émergence d'un pays dépasse la simple construction d'infrastructures, c'est pourquoi l'auteur se fixe comme objet de définir une théorie de l'émergence économique, qui constitue une étape vers «la convergence avec les pays développés». Pour ce faire, il propose une méthode de mesure de l'émergence à travers un indice synthétique (ISEME), en la testant avec un échantillon de 115 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe.

L'émergence se situe donc dans cette transition entre les conditions de pré décollage et le décollage proprement dit. Mais décollage vers quoi et vers où ? Confronté aux alternatives proposées par Enda depuis de nombreuses années ce point est important car dans de nombreux domaines les expériences d'Enda se situent concrètement dans les aspects transitionnels de nombreux secteurs. A titre d'exemple :

- *la transition énergétique* avec Enda Énergie, à savoir l'introduction des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les plans de développement au niveau local et national
- *la transition agroalimentaire* avec Enda PRONAT dans la promotion d'une agriculture saine et durable en favorisant le développement d'exploitations agricoles agro-écologiques, Enda-Dominicana avec l'agroforesterie
- *la transition vers une utilisation plus rationnelle des ressources* avec Enda Colombie, Enda-Éthiopie dans la gestion et le recyclage des déchets principalement en milieu urbain, Enda Vietnam avec l'encadrement et la capacitation des récupérateurs et recycleurs de déchets,
- *la transition vers une gouvernance plus inclusive et participative* avec Enda-Ecopop, Enda-Diapol et Enda-CACID, via la gouvernance locale participative, en particulier les processus budgétaires municipaux
- etc.,

Ainsi, de manière concrète, l'opérationnalité dans l'analyse de l'émergence doit s'articuler autour des transitions observées et en cours donc basées sur des approches éminemment « bottom-up » et portées par les acteurs eux-mêmes donc relevant de processus de développement hautement endogènes.

C'est donc à un renversement complet des analyses qu'il faut se plier : basée historiquement sur le développement des infrastructures et incidemment sur celui des «marchés», **l'émergence ne peut être que le développement des transitions vers un développement plus durable portées par les populations elles-mêmes.**





Deuxième Partie

Ressources naturelles



Gouvernance



Leadership & Mutation



Santé



Commerce & Intégration



Jeunesse & Education



Energie & Climat



Finance solidaire



Eau & Assainissement



Activités du réseau international enda tm en 2017 & 2018

Bâtitseur d'alternatives



enda-colombie

Fondé en 1983 et basé à : Bogotá (Colombie). [www.endacol.org]

Lieux d'intervention : ville de Bogotá et zones rurales jouxtant la zone métropolitaine de Bogotá.

Domaines d'intervention :

- gestion environnementale urbaine ;
- participation au développement local ;
- autonomisation et protection des femmes ;
- gestion et recyclage des déchets solides municipaux ;
- renforcement des capacités des acteurs urbains.

La Colombie vit des moments historiques, après presque cinq ans de négociations et la signature d'un premier accord de paix entre le gouvernement et la principale organisation d'insurrection du pays FARC-EP, pour mettre fin à plusieurs décennies de conflit armé, constitue un pas décisif pour obtenir une solution politique au conflit armé interne et obtenir une paix stable et durable. En dépit de toutes ces victoires, il règne encore une grave atmosphère de violence en Colombie, causée en partie par les graves inégalités qui existent au sein de la société. En témoignent les énormes différences notées dans la répartition de la richesse nationale, y compris au niveau de la propriété des terres agricoles, de l'exclusion des groupes les plus marginalisés de la société, à l'image des populations rurales. C'est dans ce contexte qu'en 2017, Enda-Colombie a eu à poursuivre la mise en œuvre de plusieurs initiatives, telles que :

1. Le projet de « Gestion communautaire de l'eau pour la consommation humaine dans les zones rurales de Bogota et Boyacá » : une initiative qui concerne

7 communautés rurales (5 à Bogotá et 2 à Boyacá) dont l'objectif est de renforcer les communautés paysannes au niveau organisationnel, technique pour améliorer



la qualité de l'eau, en cherchant à avoir un impact sur la définition et l'application des politiques publiques. De réelles avancées ont ainsi été notées dans :

- o l'accompagnement des aqueducs communautaires (AC), dans l'exercice de leurs droits à l'eau potable, dans la gestion communautaire de l'eau comme alternative de gestion des biens communs ;
- o la formation pour le renforcement des capacités sur des questions afférentes aux AC (surveillance de l'environnement) ;
- o l'assistance juridique sur des questions liées aux conflits territoriaux, aux droits humains (concernant l'accès à une eau potable et à un environnement sain) ;
- o l'élaboration de plans d'urgence et de contingence ;
- o l'accompagnement du RETACO (Réseau des aqueducs communautaires) et la co-gestion pour la réalisation de rencontres nationales de AC ; la rédaction du projet de loi d'initiative populaire pour la reconnaissance de la gestion communautaire de l'eau, dénommée « loi nationale – alliance avec Penca de Sabila ».

2. Le projet « Femmes du monde : un réseau d'entrepreneures solidaires » (Accord de Hunzahua) : développé en Afrique (Bamako, Dakar et Ouarzazate), en Amérique latine (Bogotá et El Alto) et en Europe (Paris), il vise à transformer les activités économiques des femmes en entreprises sociales et solidaires, avec une perspective de genre, ce qui leur permettra de s'autonomiser dans leurs territoires. Les avancées notées en 2017 sont relatives :

- o au développement d'initiatives d'économie sociale et solidaire (ESS) avec une perspective de de genre (projets de Tourisme communautaire, de Jardin communautaire, de fabrication de produits artisanaux avec du matériel recyclé, d'éducation à l'environnement et de prestation de services environnementaux) ;
- o à la formation en ESS, leadership, et nouvelles masculinités ;
- o au renforcement des organisations participantes, afin de d'accroître leur impact politique, social, économique, environnemental et culturel sur leur territoire

- o à la participation à la 4e Rencontre internationale de Paris : espace de capacitation (ESS, leadership et masculinités ; espace pour l'évaluation, la planification, la réflexion et le dialogue Sud-Sud / Sud-Nord avec des représentants et des facilitateurs/trices des différents groupes de femmes ;
- o à la participation au marché solidaire dans le 20e arrondissement de Paris (Belleville) ;
- o à la participation au forum : « Quand la perspective de genre renouvelle l'ESS » (échanges avec des groupes de femmes de Colombie).

3. Le projet de renforcement des organisations de recycleurs :

mis en œuvre depuis plus d'une dizaine d'années, son objectif est d'aider à comprendre l'importance et le contenu des dernières règles que l'Etat a édictées, par le biais du ministère colombien de l'Habitat, de la Ville et du Territoire, pour permettre la formalisation de l'association des recycleurs de métier et par ce biais obtenir leur reconnaissance économique, environnementale et sociale. C'est ce qui a permis de réaliser : 1) l'élaboration et la publication de la brochure «Fais gaffe qu'on ne te sorte pas du business du recyclage!», ou encore « Que dois-tu savoir pour former et développer une organisation réussie de service public d'exploitation ? ». 2) Des ateliers de formation en politique publique sur le décret 596, du ministère de l'Habitat, de la Ville et du Territoire. 3) Des cycles de formation (4 sessions) pour 972 recycleuses de 12 organisations de base appartenant à Ecoalianza. 4) La réalisation de la géoréférenciation dans le programme « Google Maps », des micro-routes de recycleurs.





Fondé en 1982 et basé à : Santo Domingo (République dominicaine). [www.endadom.wordpress.com]

Lieux d'intervention : ville de Santo Domingo, zones rurales de la République dominicaine et de Haïti.

Domaines d'intervention :

- gestion des ressources naturelles et agroforesterie ;
 - promotion de l'écotourisme ;
- protection de l'enfance et éducation de base ;
- promotion des initiatives de santé communautaire ;
- développement urbain et accès aux services de base.

Durant l'année 2017, la majeure partie des activités d'Enda-Dominicana a été investie dans l'exécution du projet « Gestion et conservation des ressources naturelles », pour la réalisation d'une partie du « **Couloir biologique des Caraïbes** » qui couvre Cuba, Haïti, la République dominicaine, la Jamaïque et Puerto Rico. Enda Dominicana s'est concentré sur la gestion de quatre projets, dans le but de renforcer ce couloir :

- 1) **la coopérative forestière** en République dominicaine, une initiative mise en œuvre avec des ressources propres et celles des partenaires. Le staff du projet a ainsi pu être constitué, équipé et prêt à débiter ses opérations.
- 2) **Le Couloir biologique** du Parc national « Los Haitises », dans la Cordillère centrale, à la frontière avec Haïti : un projet réalisé avec l'appui des Nations unies, par le biais du Fonds vert pour le climat.
- 3) **Le projet transfrontalier Haïti – République dominicaine**, mis en œuvre en partenariat avec Agro Acción Alemana qui travaille pour le ministère allemand des Ressources naturelles et de la Coopération, et de l'initiative internationale pour la protection du climat (IKI). La proposition de cette initiative (note de synthèse) a été formulée et présentée pour couvrir une période de 8 ans.
- 4) **Le projet d'Education de base** : mis en œuvre grâce aux centres de prise en charge intégrale de la petite enfance, en collaboration avec l'Institut national pour la petite enfance (INAPI), rattaché au ministère de l'Education nationale de la République dominicaine, a entamé ses opérations durant cette année avec 21 employés et un budget annuel de RD\$ 9,500,000 (163 170 euros), dont les 15 % constituent le cofinancement d'Enda-Dominicana.

D'autres activités de suivi ont également marqué l'année 2017, comme la préservation de la biodiversité, à travers le projet de «Foresterie analogue». Ces activités constituent une preuve irréfutable de l'appropriation et de l'adoption de nouvelles technologies, avec l'autonomisation des associations de petits et moyens producteurs agricoles, d'éleveurs et de forestiers, qui conduisent, gèrent et consolident les actions mis en place durant les années précédentes.

1. Education initiale dans le quartier Los Tres Brazos : les résultats en éducation de base pour l'année 2017 se présentent comme suit :

- le centre opérationnel et équipé a été maintenu ;
- 60 enfants ont pu bénéficier d'un enseignement de qualité, en association avec un nombre égal de familles, de parents et de tuteurs ;
- il a été maintenu, de forme partielle, la composante nutrition a été partiellement maintenue grâce à l'aide reçue du Plan social du gouvernement dominicain et d'autres apports ponctuels.

2. Forêt Modèle Colinas Bajas (<http://www.colinasbajasdom.wordpress.com>) :

il s'agit là d'un travail entamé en 2008, qui essaie d'étendre les résultats des anciens projets pilotes d'Enda à toute la région, en se fondant notamment sur les expériences acquises à travers le monde au sein du **Réseau forêt modèle** (www.imf.net et www.riabm.net). Quelques résultats obtenus en 2017 dans le contexte de l'initiative Forêt Modèle : 1) plus de 4 846 petits producteurs agroforestiers ont été accompagnés dans le reboisement, en appliquant la gestion agroforestière à plus

de 198 910 hectares et en traitant quelques 12 594 hectares de forêts existantes. 2) La direction générale de cette forêt modèle a été renouvelée et a bien fonctionné, avec neuf personnes représentant cinq secteurs (éducation, tourisme, agroforesterie, gestion et environnement), lui assurant ainsi un réel succès pendant toute l'année. 3) Une formation a pris en charge 512 personnes (156 des femmes et 356 hommes) dans 13 lieux différents, avec 15 types d'activités déroulées.



3. Appui aux communautés transfrontalières :

les travaux réalisés dans le cadre du projet « Changement dans l'utilisation des sols en terrains aptes à la culture du café et Amélioration de la qualité de vie dans les communautés transfrontalières » ont permis d'atteindre les objectifs fixés, contribuant ainsi à récupérer les sols dégradés et à reboiser des écosystèmes fragiles de montagne. Avec le changement observé dans l'utilisation des sols en agriculture itinérante et en agriculture

pérenne. L'amélioration du revenu familial par la vente de produits agricoles a permis de favoriser le renforcement institutionnel des groupes de producteurs, ainsi que la gestion environnementale urbaine et transfrontalière.

Ce projet est financé par l'Union européenne à travers la composante « Environnement et développement local durable » du Programme binational République dominicaine – Haïti.



Fondé en 1995 et basé à : Addis-Abéba (Ethiopie). [www.iwpar.org/enda-ethiopia.html]

Lieux d'intervention : grande agglomération d'Addis-Abéba et zones rurales d'Ethiopie.

Domaines d'intervention :

- développement de l'agriculture urbaine
- lutte contre le VIH/Sida et création d'AGR
- gestion des déchets urbains et assainissement
- développement urbain et accès aux services de base
- inclusion et protection sociale des récupérateurs et recycleurs
 - accès aux énergies renouvelables

Les principales activités de projet mises en œuvre par Enda-Ethiopie au cours de l'année 2017 ont consisté en un vaste programme de Gestion des déchets solides à Addis-Abéba et divers projets d'énergie renouvelable.

1. La Gestion des déchets solides

Le programme de gestion des déchets solides à Addis-Abeba se concentre actuellement sur la promotion de la séparation des déchets à la source, ce qui se fait généralement au niveau des ménages et des activités de recyclage des déchets solides. La **sensibilisation** de la communauté a été entreprise sur la façon de séparer, au niveau des ménages, les matières plastiques, le verre, les bouteilles et autres, des déchets organiques. La sensibilisation s'est faite par **l'élaboration et la publication** de messages et la tenue de réunions communautaires. Le projet a produit un dépliant et des brochures sur « les femmes et la gestion des déchets solides » et a diffusé l'information à l'ensemble de la communauté.

Le message dans les brochures et dépliants contenait principalement la contribution des femmes dans la collecte des déchets.

En outre, les brochures ont fourni des informations sur l'importance du tri à la source des déchets, afin de récupérer les ressources et de réduire la charge des précollecteurs de déchets, ainsi que la pollution de l'environnement, tout en créant des emplois

supplémentaires et en augmentant leurs revenus.

La deuxième étape représente les collecteurs de déchets et leurs microentreprises et, à ce stade, les matériaux recyclables, tels que le métal, le bois, les pneus, les produits électriques, les vieilles chaussures et les matériaux plastiques ont été séparés par des collecteurs de déchets solides et des recycleurs. Comme le rôle de la municipalité dans le processus de recyclage est limité, l'accent étant mis principalement sur la collecte, le stockage, le transport et l'élimination des déchets solides, la plus grande partie de la collecte des déchets recyclables a été effectuée par le secteur informel, dans le but de les réutiliser dans le processus local de fabrication de plastiques, de chaussures et de métaux. L'implication des collecteurs de déchets solides dans le processus de recyclage a été considérée comme une opportunité de création d'emplois pour les micros et petites entreprises, associées à l'amélioration des alternatives de génération de revenus pour le secteur pauvre et marginalisé de la société.

2. L'initiative sur les Énergies renouvelables

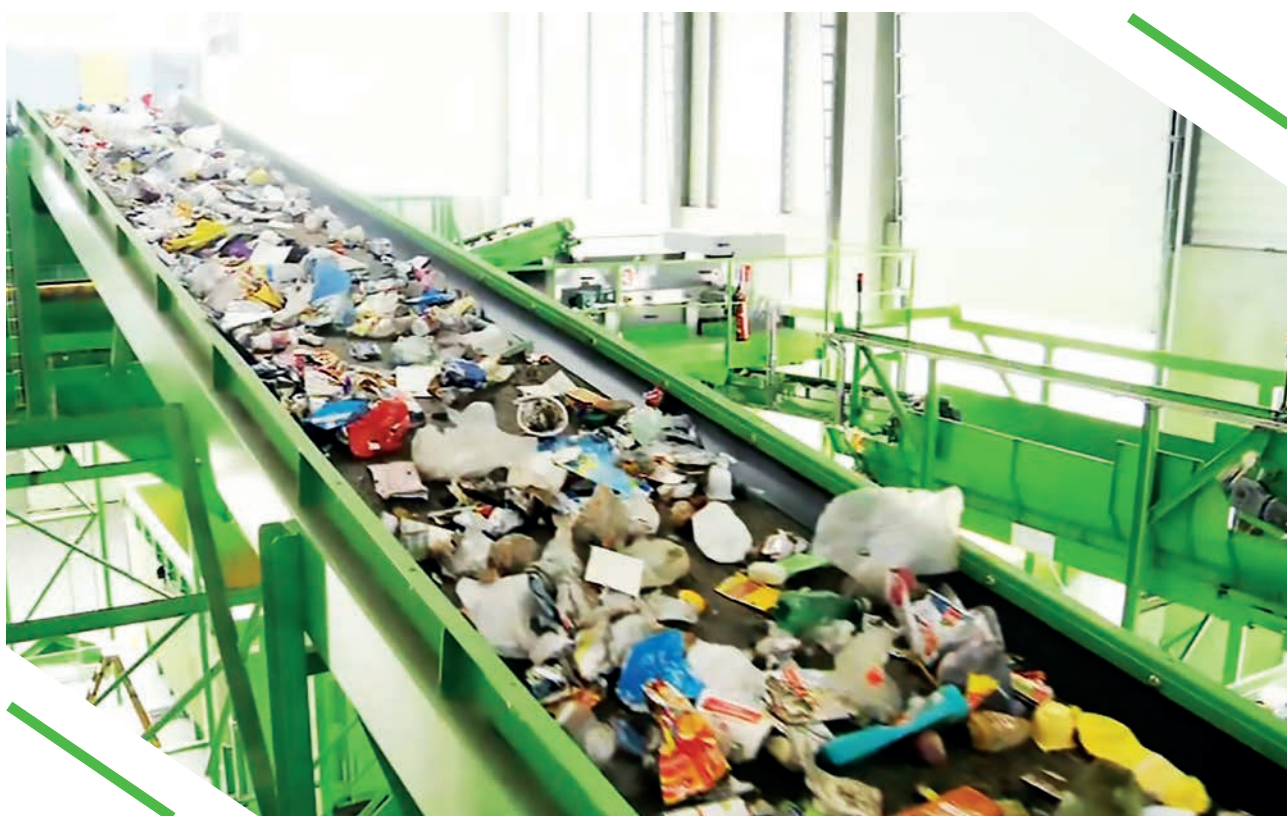
Au cours de cette année 2017, Enda-Ethiopie a livré aux utilisateurs et à l'administration locale du district les 7 centres de technologie des énergies renouvelables construits dans le cadre de son projet d'énergie renouvelable.

Les technologies en matière d'efficacité énergétique, telles que les systèmes solaires domestiques, les cuisinières solaires et les pico systèmes solaires, achetés par le projet, ont été distribués aux utilisateurs finaux.

3. Participation à des conférences et ateliers nationaux et internationaux

Atelier national : Enda-Ethiopie a été représenté à une réunion consultative organisée par le ministère éthiopien de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique sur la Stratégie d'économie verte de résilience climatique du gouvernement éthiopien, en décembre 2017. Lors de l'atelier, le ministre d'État a appelé les organisations de la société civile, comme Enda-Ethiopie, à jouer un rôle accru dans la mise en œuvre de la stratégie.

Atelier international : le coordinateur national d'Enda-Ethiopie a participé à un atelier sur le changement climatique, le commerce et l'investissement, organisé par Third World Network à Penang (Malaisie), du 31 juillet au 3 août 2017. L'atelier a porté sur des sujets tels que la justice climatique et l'état des mouvements climatiques, l'évaluation des gains et des pertes pour les pays en développement, l'évaluation des engagements déterminés au niveau national et leurs conditions et impacts du changement climatique dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et des PMA, et la manière d'y répondre. Les participants à l'atelier étaient en provenance de 12 organisations de la société civile en Afrique et dans le monde arabe, qui travaillent déjà sur le changement climatique et la justice climatique.



enda-inter-arabe

Fondé en 1990 et basé à : Tunis (Tunisie). [<http://www.endarabe.org.tn>]

Lieux d'intervention : ville de Tunis et 77 agences sur tout le territoire de la Tunisie .

Domaines d'intervention :

- microfinance socialement responsable
- appui à la création de microentreprises
- inclusion financière des ménages marginalisés
- autonomisation financière des femmes et des jeunes

Pour Enda-Inter-Arabe (qui a opéré une mutation en deux entités distinctes : Enda-Tamweel, une institution de microfinance, et une ONG, Enda-Inter-Arabe, consacrée au développement durable), la légitimité de la microfinance ne fait aucun doute, car les populations marginalisées, plus que quiconque, ont besoin de services financiers inclusifs et durables.

1. L'initiative « Village entreprendre : Contribuer au développement économique et social durable et inclusif et à la réduction des disparités régionales en Tunisie »

Composante du programme I-SEMER, l'initiative a été cofinancée par Enda-Inter-arabe et la Coopération Suisse.

Résultat 1 - Les jeunes tunisien(ne)s des quartiers et des régions défavorisées sont capables de créer des emplois pérennes et décents : le Programme El Kahina pour la création de microentreprise se veut un parcours d'accompagnement complet et adapté aux besoins des jeunes promoteurs et entrepreneurs établis. Il vient compléter l'offre classique de microcrédit par l'accompagnement en répondant aux préoccupations économiques, sociales et psychologiques des jeunes, depuis l'idée de projet en passant par sa concrétisation jusqu'à sa pérennisation.

L'Espace El Kahina est un espace qui offre convivialité, disponibilité, gratuité des services, rapidité et confidentialité, un espace d'accès à l'information, d'échange et d'écoute.

En adhérant au programme El Kahina, le jeune candidat peut être à la recherche d'un travail, d'une idée de projet, d'un financement ou d'un appui psychologique. *Quelques chiffres clefs :* **3063** candidatures ; **1672** personnes accompagnées ; **701** entreprises créées ; **981** emplois directs créés (entrepreneur et associés) ; **1784** emplois indirects créés (hors entrepreneur et associés).

Résultat 2 - Les jeunes en situation de vulnérabilité sont capables de s'engager



dans un projet professionnel ou dans une dynamique de citoyenneté active : le programme de vie et choix de carrière, « *Je change, je programme ma vie, j'influence mon environnement* », est un programme qui cible les jeunes indécis en manque de perspectives par rapport à leur avenir. Il vise à faciliter l'insertion sociale et culturelle des jeunes des quartiers défavorisés, encourager l'accès équitable des jeunes à la vie publique, promouvoir l'entrepreneuriat social, créer le lien entre les jeunes et les institutions publiques, privées et internationales, et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des jeunes femmes. **Quelques chiffres clefs** : **1 200** candidatures ; **211** jeunes dans les régions ayant intégré l'atelier « programme de vie et choix de carrière » (**135** femmes et **56** hommes) ; **163** jeunes se sont engagés dans un processus professionnel ou de citoyenneté active, dont **95** initialement au chômage.

2. Enda-Inter-arabe : Education financière pour tous !

Depuis sa création en 1990, Enda-Inter-arabe a toujours été une pionnière et un acteur incontournable de l'inclusion financière en Tunisie. Dans cette perspective, elle a toujours tout mis en œuvre afin de doter les tunisiens, et tout particulièrement les tunisiennes, de connaissances et de compétences de gestion pour les aider à prendre des décisions financières informées, tant dans leurs ménages que dans leurs entreprises, et à regarder vers l'avenir avec sérénité. Etant donné l'hétérogénéité de sa cible, Enda inter-arabe a entrepris d'adapter son offre d'éducation financière (contenu, approche, modes, outils, etc.) afin d'optimiser l'expérience du bénéficiaire quel qu'en soit le genre, l'âge ou le niveau d'éducation. En 2016, Enda-Inter-arabe introduit, en partenariat avec « Swiss Capacity Building Facility (SCBF) », la composante « Audio-visuelle » de l'éducation financière à travers la mise en place d'une série de vidéos et [une plateforme d'apprentissage en ligne](#). Ainsi, **16** vidéos ont été créées couvrant divers thématiques telles que le budget, l'épargne, la gestion des dettes, la micro-assurance, l'arnaque financière et le paiement via mobile. A la fin de 2017, plus de **1000** cercles de sensibilisation ont été réalisés sur les 24 gouvernorats, touchant plus de **22 000** personnes. Près de **10 000** autres personnes ont été sensibilisées à travers la plate-forme. Selon une enquête récente, 76% des

Résultat 3 : Les micro-entrepreneur(e)s et les petit(e)s agriculteur(trice)s, pérennisent leurs activités et améliorent leurs revenus : le programme d'amélioration de revenus repose sur quatre axes d'accompagnement : l'accès aux marchés et l'appui à la vente, l'amélioration des compétences des micro-entrepreneurs, la formalisation des activités génératrices de revenus, des petits agriculteurs et artisans, et le groupement des agriculteurs et artisans. **Quelques chiffres clefs** : **1586** Personnes accompagnées ; **73 %** ont bénéficié d'une amélioration de revenus, avec **2015 dinars (670 euros)** d'augmentation moyenne du chiffre d'affaires mensuel ; **47 %** ont eu accès à la couverture sociale et **11 %** ont déposé un dossier auprès de la CNSS ; **55 %** ont régularisé leur situation fiscale depuis l'intervention et **9%** ont entamé des allures de régularisation ; **38 %** ont régularisé leur situation sociale et **12 %** ont entrepris des démarches de régularisation.

personnes sans épargne, estimées à 40% de la population, ont commencé à épargner, alors que 82% des personnes qui épargnaient auparavant ont déclaré davantage épargner. En moyenne, 80% des bénéficiaires ont amélioré leur niveau d'épargne après avoir participé au programme. On rapporte une augmentation moyenne de l'épargne mensuelle de 50%, soit l'équivalent de **78 dinars** (€26) par mois. Alors que les hommes ont augmenté leur épargne mensuelle de 28%, soit en moyenne **64 dinars** (€21) par mois, les femmes l'ont augmenté de 69%, soit en moyenne **85 dinars** (€28) par mois. Ce fait a contribué à réduire de 20% l'écart initial entre les sexes. Avec plus de 22 000 clients formés, près de **21 millions de dinars** (7 millions d'euros) d'épargne supplémentaire ont été ainsi générés (l'on chiffre 45 dinars d'épargne supplémentaire pour chaque 1 dinar investi).



enda-madagascar

Fondé en 1996 et basé à : Antananarivo (Madagascar). [<http://www.iwpar.org/enda-ocean-indien.html>]
Lieux d'intervention : villes d'Antananarivo et de Mahajanga, et zones rurales aux alentours d'Antananarivo.

Domaines d'intervention :

- insertion des jeunes en situation difficile
 - formation des acteurs sociaux
 - promotion de l'habitat social
- assainissement des quartiers défavorisés
 - lutte contre la violence conjugale

La clôture d'Enda-Océan indien, l'avènement d'Enda-Madagascar et la migration vers le nouveau statut d' « association nationale » ont posé les enjeux de l'appropriation des différents projets par les membres de l'entité et par les communautés partenaires et cibles de l'appui d'Enda. C'est ainsi qu'un certain nombre d'activités significatives ont marqué l'année 2017 :

1. Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes...

L'année 2017 marque le début de la mise en œuvre du nouveau projet « Jeunesse et Citoyenneté : renforcer le pouvoir d'agir des jeunes ». Ce nouveau projet met l'accent sur le rôle de la jeunesse de la ville basse d'Antananarivo et de Mahajanga dans le processus de développement des quartiers. Des cercles de réflexions animés par les jeunes des quartiers ont ainsi vu le jour et ont constitué de nouvelles forces de proposition auprès des représentants du pouvoir public.

Par le biais de ce projet, les jeunes ambitionnent de développer un système d'information permettant de recueillir et synthétiser leurs préoccupations, avant d'en faire des intrants pour un projet de plaidoyer. Ce projet, conçu pour être un processus multiacteurs réunit d'autres membres de la société civile et se projette vers une recherche de massification des mouvements de promotion de la jeunesse responsable à Madagascar. Dès le départ, avec le concours financier du CCFD-Terre



solidaire et su Secours catholique Caritas-France, cette initiative cherche une implication forte des jeunes autant dans son pilotage que dans l'animation des activités prévues. Deux grands rassemblements de jeunes ont pu être organisés. Des boîtes de recueils d'idées et de doléances ont été mises en place,

des séries de rencontres ont été initiées dans les quartiers, et des jeunes ont été formés sur différentes thématiques.

Après cette année de démarrage, une revue du processus s'impose, et l'enjeu du suivi-évaluation devient plus qu'urgent.

2. Engagement sur la question du « mal logement » dans la ville d'Antananarivo

A partir du mois de janvier 2017, un nouveau projet dénommé « Logement digne pour tous » est entré dans l'étape de la mise en œuvre. Ce projet est financé par l'AFD et est porté par un partenariat avec la fondation Abbé Pierre. Financé à hauteur d'un millions d'euros, l'initiative ambitionne de développer un modèle d'intervention, en milieu difficile. Il s'agit de la ville basse où la précarité des maisons d'habitations est emblématique de la situation de pauvreté des ménages de la zone d'intervention d'Enda-Madagascar.

Quelques 1 200 familles doivent bénéficier des améliorations de leur habitat, soit par le biais d'une reconstruction in-situ, soit par des actions de réhabilitation. De nouvelles composantes s'y ajoutent telles que l'agriculture urbaine, la formation d'un service de proximité de tâcherons, la recherche de modèle innovant et le plaidoyer sur le mal-logement et sur le foncier urbain. Enda-Madagascar y intervient dans une approche multiacteurs autour de l'accompagnement familial, l'accès au crédit et la recherche-action.

3. Ouverture d'un gîte de nuit pour les enfants de rue sans soins parentaux

Le sommet de la francophonie a ouvert les yeux des partenaires internationaux sur le phénomène des « enfants en situation de rue » dans la capitale de Madagascar. Après les visites que des délégations de la Principauté de Monaco et diverses autres membres de la francophonie ont effectué dans les locaux d'Enda-Madagascar, des séries d'événements ont permis de renforcer l'image d'Enda au niveau de différents partenaires. C'est dans ce sens, qu'Enda a mis en exergue la présence d'un nombre croissant d'enfants en bas âge dans la rue, ainsi que la recrudescence des enfants « en situation de rue », mais sans soins parentaux.

De ce fait, un projet d'accueil et d'éducation de cette catégorie d'enfants et de jeunes très fragiles a pu démarrer, grâce à l'ouverture d'un lieu d'accueil financé par l'UNICEF. Doté d'une capacité d'accueil de 60 jeunes, le lieu fonctionne 24h/24. Avec la mise en œuvre de ce nouveau centre, Enda-Madagascar a réfléchi sur la faisabilité d'une « approche-parcours » au niveau des trois centres d'accueil à Antananarivo avec plus de spécialisation en matière : d'accueil de jour, gîte de nuit, et centre de préformation professionnelle. A partir de l'année 2017, Enda a pu augmenter sa capacité d'accueil qui peut aller jusqu'à 300 enfants par jour.

4. Un réseau prend le relais d'Enda sur un projet de lutte contre les violences conjugales

Après une décennie de mise en œuvre, Enda-Madagascar est désormais reconnu dans son rôle d'animation de la thématique de lutte contre les violences conjugales. En 2017, le bilan des activités souligne la présence d'un réseau d'acteurs fort, composé de différents intervenants : la police, la gendarmerie, la justice, les organisations de la société civile, le corps professionnel des médecins, etc. Le réseau, accompagné par Enda-Madagascar est désormais parfaitement fonctionnel. Cet accompagnement a ainsi abouti à l'élaboration d'un projet de loi et à

son adoption par le Parlement malgache. Ces avancées, au plan législatif et juridique, constituent un socle important pour la levée des différentes contraintes rencontrées dans le parcours des femmes victimes de violences conjugales, qui sont accompagnées par les acteurs sociaux. Ce processus de désengagement d'Enda-Madagascar a été soutenu et salué par le programme d'appui à la société civile de l'Union européenne (Programme Dinika) et par l'Ambassade de France à Antananarivo, à travers le programme PISCCA.

enda-mali

Fondé en 1995 et basé à : Bamako (Mali). [<http://www.endamali.org>]
Lieux d'intervention : Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal.

Domaines d'intervention :

- appui aux enfants et jeunes en difficulté
 - autonomisation des femmes
 - défense des droits des jeunes filles
- promotion des initiatives de santé communautaire
- contribution aux efforts de paix et de cohésion sociale

Enda-Mali, au cours de l'année 2017, s'est largement investi pour l'amélioration des conditions d'existence des populations, dans quasiment, toutes les régions du pays et dans le district de Bamako. Ces actions vont de la promotion d'une éducation/protection des enfants à la réalisation d'une bonne gouvernance locale, en passant par l'appui aux mécanismes de renforcement de résilience des populations (les jeunes et les femmes).



1. Le Programme de prévention de la migration précoce des enfants au Mali

La migration humaine est un phénomène aussi vieux que l'Univers lui-même. Ce phénomène a toujours des explications et des sens précis tenant compte des raisons qui le sous-tendent et qui peuvent être d'ordre économique, culturel, religieux, etc. Touchant à toutes les catégories sociales, le phénomène devient encore plus complexe lorsqu'aujourd'hui, les enfants sont de plus en plus touchés et de façon précoce comme c'est le cas au Mali. C'est fort de ce constat, qu'Enda-Mali et son partenaire, la Caritas-Allemagne, se sont ligüés pour apporter leur contribution à la réduction de la migration précoce des enfants.

Cette initiative découle d'une analyse approfondie des préoccupations du gouvernement malien et des communautés bénéficiaires. Ainsi, fut proposé, le programme « prévention de la migration précoce des enfants au Mali », qui couvre les régions de Kayes, Ségou, Gao, Tombouctou et le District de Bamako.

Il entend contribuer à la réduction de la migration précoce des enfants au Mali par la prévention, le travail social et la coopération avec les administrations communales et les OCB à travers des objectifs spécifiques à atteindre à sa fin dans les zones d'intervention.

Formulé pour une durée de trois ans, 2017-2019, les premières mesures de ce programme, en 2017, se sont essentiellement focalisées sur la connaissance et les manifestations de la migration de cette frange jeune de la population, à travers études et enquêtes, notamment la réalisation d'une étude documentaire sur le phénomène de la migration en général et la migration juvénile en particulier au Mali. Cette étude documentaire a été réalisée en Février 2017 par le département de socio-anthropologie de l'université des lettres et des sciences humaines de Bamako sur la base de TDR définissant l'ensemble des attentes d'Enda Mali concernant cette recherche. Elle était destinée à la fois à faire l'état des lieux des connaissances déjà existantes sur la migration notamment celle précoce mais aussi, à dégager les pistes de recherches pour l'étude de base qui a été réalisée plus tard sur le terrain. Au démarrage de cette

étude, des enquêtes de base sur la provenance des enfants migrants ont été réalisées dans les villes de Kayes, Bamako, Ségou, Tombouctou et Gao. Cette recherche d'information devrait aussi aider à mieux orienter l'étude en milieu rural. Pour ce faire, chaque ville a adopté sa propre stratégie et travaillé avec ses partenaires locaux de façon souple et minutieuse en touchant un nombre important d'enfants pouvant permettre d'avoir une première lecture sur les zones potentiellement pourvoyeuses d'enfants migrants. Les enquêtes ont mis l'accent sur les éléments comme : le lieu de l'enquête, le sexe, la tranche d'âge, le niveau d'étude de l'enfant, la zone de provenance en détail, le motif de la migration, l'accompagnement ou non dans la migration, la destination, la durée de la migration etc. Elles ont touché dans l'ensemble des villes concernées, 1.558 enfants, dont 792 filles et 766 garçons.

2. Building community resilience through participation

Avec le soutien financier de GCERF (Global Community Engagement and Resilience Fund), ce programme est mis en œuvre en consortium, avec d'autres organisations locales, le leadership étant assuré par Enda-Mali et sous le haut patronage du ministère des Affaires étrangères du Mali.

Les grandes mesures mises en œuvre sont :

1) dans le domaine de la promotion du dialogue inter-religieux et intercommunautaire :

- l'organisation d'ateliers, de foras et de conférences sur le dialogue inter religieux à Ségou, Macina, Niono, Kolokani, Nara et Koulikoro, portant sur les thèmes comme : « Islam, religion de paix » ; « Extrémisme Violent ».
- La production et diffusion de 500 brochures et Koutouba intégrant les thématiques de paix, de tolérance, de dialogues inter-religieux et intra islamique en bilingue (arabo-français) à l'intention d'au moins 235 leaders musulmans de plus de 14 ans et d'au moins 265 adeptes dans les régions de Ségou et de Koulikoro.
- Trois focus group de discussion ont été organisés à Mopti, Bankas, Koroet Badiangara et ont regroupé 34 participants par zone. Une autre mission de l'AMJM qui s'est tenue du 28 au 30 décembre 2017 dans la région de Kayes a pu organiser trois focus group de

discussion à Nioro, Yelimané et Bafoulabé soit un focus par zone. Ces focus group ont enregistré la participation de 37 personnes par zone.

- L'organisation de plusieurs sessions de formations sur la problématique de la paix et le processus de la réconciliation à l'intention d'au moins 315 jeunes islamiques âgés de 15 à 35 ans dans les régions de Mopti et de Kayes.
- L'organisation et l'animation de rencontres d'échanges entre plus de 576 leaders communautaires (femmes et hommes) sur leurs rôles et responsabilités dans le processus de réconciliation et de gestion de conflits par la non-violence dans les régions de Mopti et de Kayes.

2) En matière d'appui et de réinsertion familiale et scolaire des enfants et jeunes :

- l'inscription à l'école de 300 enfants dans la région de Ségou et 300 autres, à Kayes, soit un total de 600 enfants, dont 322 filles et 288 garçons. Aussi, 1740 enfants (filles 1000 et garçons 740) âgés de moins de 14 ans, de parents indigents, et, enfants talibés déjà inscrits dans le circuit scolaire dans les régions de Ségou et de Kayes, ont été dotés en kits scolaires.
- L'organisation de séances d'animation à l'intention des maîtres coraniques dans le cadre de la protection des enfants contre l'extrémisme violent dans les régions de Ségou et de Kayes.

enda-vietnam

Fondé en 1993 et basé à : Hô-Chi-Minh-Ville (Vietnam). [<http://www.iwpar.org/enda-vietnam.html>]
Lieux d'intervention : Villes de Hanoï, Da Nang, Quy Nhon, Ho-Chi-Minh-Ville et provinces de Ha Tinh et Kon Tum.

Domaines d'intervention :

- aide à la relocalisation et action contre l'habitat précaire
- appui à la modernisation des infrastructures communautaires
- encadrement et capacitation des récupérateurs et recycleurs de déchets
- influence sur les politiques de logement en faveur des groupes vulnérables

En 2017, les activités d'Enda-Vietnam se sont concentrées sur la gestion des déchets solides dans l'environnement urbain, l'équité et l'égalité entre les sexes, le logement pour les pauvres et la défense des politiques.

1. Le Projet Genre (GENDDER Project)

Enda-Vietnam a organisé des réunions/dialogues avec les autorités locales de Thu Duc pour mettre en œuvre ce projet et mobiliser la participation de toutes les parties prenantes locales. En outre, le projet a un partenariat avec des volontaires qui appartiennent au réseau «The He Xanh» pour faire le plaidoyer et la sensibilisation en faveur des collecteurs de déchets indépendants (CDI) et les questions de genre auprès des autorités locales et la population. L'événement « Photo Voice » a eu lieu dans le cadre de l'événement « Journée du recyclage », organisé par Recycle Fund de DONRE, le 09 avril 2017. L'exposition « Photo-Voix » a été visitée par des milliers de personnes. Grâce à cela, les conditions de vie, les difficultés, les espoirs des CDI, les questions de genre liées à la violence domestique, la voix des femmes CDI, l'équité entre les sexes dans les familles, etc., ont été soumis aux visiteurs. Beaucoup de chaînes de télévision et de journaux ont été impliqués pour transmettre le message aux populations.

Cela a beaucoup aidé dans le plaidoyer sur la révision des frais de collecte des déchets facturés aux ménages pour augmenter le revenu des CDI ; le soutien à la mise à niveau des véhicules de collecte, en demandant à tous les employés des travailleurs des déchets d'obtenir une assurance travail, une assurance chômage, l'équité et l'égalité entre les sexes dans la communauté et les familles etc. Les nouvelles ont été plutôt bonnes, depuis janvier 2018, au sens où la Ville de Ho Chi Minh a pris la décision n° 88 relative aux frais de recouvrement et a mis à l'essai le modèle des



frais de recouvrement des paiements en fonction du prix. Cela signifie que les CDI peuvent désormais augmenter les frais de collecte en fonction de leur accord avec les ménages. Bien que le non-paiement par Enda-Europe des 50 % des fonds restants lui a causé des difficultés, Enda-Vietnam a trouvé le soutien de la Korea Green Foundation pour poursuivre le Projet Genre dans le district Thu Duc de Ho Chi Minh Ville, tel qu'engagé avec les autorités et les parties prenantes.

Le projet a créé de très bonnes relations avec les médias, tels que les reporters de grands journaux et la télévision, pour donner des nouvelles et écrire des articles sur les conditions de travail, la vie, les préoccupations

et les espoirs des CDI ; ou pour diffuser certains films documentaires sur les chaînes de télévision telles que HTV9, VTV9, O2. Ces réseaux vont aider les CDI et les projets à accroître la sensibilisation des CDI auprès des autorités locales et de la population, afin de promouvoir le plaidoyer auprès du gouvernement sur la modification de certaines réglementations/décisions et les adapter aux CDI, l'équité et l'égalité des sexes dans la communauté, la voix des femmes, en particulier les femmes CDI, etc.

2. Vers une plus grande efficacité du secteur informel des ramasseurs de déchets dans la GDSM et un recyclage accru des composants précieux des déchets en mettant l'accent sur les plastiques, obtenu par une protection sociale et des revenus accrus pour les ramasseurs de déchets indépendants

Depuis octobre 2017, avec le soutien de l'USAID (Agence américaine pour le Développement international), Enda-Vietnam a appuyé les CDI dans l'amélioration de leur niveau de vie en augmentant le recyclage des composants précieux des déchets. Enda-Vietnam a coopéré avec DONRE pour soumettre les documents nécessaires au Comité populaire de Ho Chi Minh Ville pour approbation du projet. Des formations ont été organisées pour les CDI sur le thème « Comment améliorer les revenus des CDI par le recyclage des déchets ». Des réunions doivent se tenir entre les CDI et les autorités locales pour traiter les difficultés de l'IWCS et trouver des solutions.

3. Construction/rénovation de maisons pour les familles les plus pauvres à Ho Chi Minh Ville

Depuis novembre 2016, avec le soutien de la Fondation SELAVIP, Enda-Vietnam a coopéré avec le Comité populaire de Can Gio pour soumettre les documents nécessaires au Comité populaire de Ho Chi Minh Ville pour approbation du projet. Après avoir obtenu la permission de réaliser le projet, Enda-Vietnam l'a mené avec les autorités de Can Gio pour aider les pauvres à construire et à rénover leurs maisons. Le projet s'est achevé en décembre 2017 et a soutenu la construction de 24 nouvelles maisons et la rénovation de 37 maisons dans les communes du district de Can Gio. Il a aidé les personnes les plus pauvres et les plus défavorisées à avoir de meilleures conditions de vie et à améliorer leur vie.



enda-cacid

Fondé en 2012 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endacacid.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- promotion du dialogue politique multiacteurs
- renforcement des capacités de la société civile africaine
- promotion du commerce intrarégional et de l'intégration africaine
- recherches, analyse et plaidoyer sur les négociations commerciales

Enda-CACID, acteur clé du processus de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest, met en œuvre depuis plusieurs années des initiatives originales pour renforcer l'intégration en agissant sur les conditions de la facilitation du commerce, le renforcement de la citoyenneté dans l'espace CEDEAO, la libre circulation des marchandises et des personnes. En 2017, les actions d'Enda-CACID ont été coordonnées et articulées autour d'un vaste programme intitulé « Programme d'appui à la facilitation du commerce intra régional et de renforcement de la libre circulation des marchandises et des personnes en Afrique de l'ouest ».

1. Faire émerger les véritables acteurs de l'intégration des communautés locales à la base

Longtemps laissés à la marge des processus régionaux, les élus locaux sont de véritables acteurs de l'intégration des communautés locales à la base, leur émergence est une dynamique en marche. Aujourd'hui, 40 % de la population régionale vit à moins de 100 km d'une frontière et 123 marchés sont situés à moins de 40 km d'une frontière ; d'où la nécessité de territorialiser les politiques d'intégration. Ainsi, Enda-CACID expérimente la gouvernance transfrontalière à travers des ateliers de formation, la mobilisation, le renforcement et la mise en réseaux des acteurs des territoires et collectivités frontaliers et transfrontaliers, traversés par le corridor routier Banjul-Ziguinchor-Bissau. En effet, 88

commerçants (Sénégal et Guinée-Bissau) et 97 élus locaux répartis entre la Guinée-Bissau et la Gambie ont été initiés, en 2017, aux protocoles de la CEDEAO relatifs à la libre-circulation des personnes et des marchandises. Les sessions de formation ont porté sur les règles d'origine, le droit d'établissement et de résidence, la charge à l'essieu, le Tarif extérieur commun (TEC), le certificat d'origine etc. Cette approche bottom-up devrait permettre de réaliser l'appropriation de l'intégration par les acteurs à la base. L'administration publique des Etats membres (les comités nationaux d'agrément) a également bénéficié d'une assistance technique d'Enda sur le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO.

2. L'éducation à la nouvelle citoyenneté communautaire



La participation des jeunes enfants (filles et garçons) à la promotion de la CEDEAO est un jalon dans la construction de la citoyenneté communautaire. C'est pourquoi Enda-CACID, à travers son projet « La maison des citoyens de la CEDEAO », a initié depuis 2015 le concept « Les enfants de la CEDEAO ». Cette initiative cherche à promouvoir un nouveau leadership citoyen, imbu d'éthique et de morale. Elle offre par ailleurs aux enfants un espace d'apprentissage, de formation et d'éducation à la vie communautaire. Enda-CACID a mobilisé de jeunes écoliers du Sénégal, de la Gambie et de la Guinée-Bissau pour leur

participation aux activités civiques relatives à la connaissance des symboles de la CEDEAO. Pour un meilleur sentiment d'appartenance à la communauté régionale, ces jeunes enfants participent depuis trois ans au défilé de la fête de l'Indépendance du Sénégal (04 avril), arborant ainsi les drapeaux des états membres. Un acte de haute portée symbolique salué par les autorités administratives et militaires, et par le public venu assister à ces défilés. La mobilisation et l'encadrement des jeunes élèves

et étudiants des villes transfrontalières vise à faire émerger de jeunes leaders conscients des avantages de l'intégration régionale dès le bas âge, et à les aider à mieux participer à la vie de la CEDEAO, afin de pouvoir assumer dans le futur de hautes responsabilités pour une meilleure consolidation du « commun vouloir de vie commune ». Ce concept pilote s'ouvrira aux jeunes d'autres pays dans une seconde phase du projet

3. Enda-CACID participe aux espaces de gouvernance tant au niveau régional que multilatéral

Enda-CACID a développé en Afrique de l'ouest plusieurs initiatives relatives à l'intégration régionale, ce qui lui a valu la confiance et la reconnaissance des institutions partenaires. Depuis 5 ans, Enda-CACID a été convié à plusieurs rencontres internationales pour contribuer au débat et partager les résultats de ses recherches et études dans le domaine de l'intégration régionale.

- Avec l'Organisation Internationale de la Francophonie : depuis 2013, Enda-CACID organise des dialogues préparatoires à la tenue des conférences ministérielles de l'OMC et celle de Buenos Aires 2017 n'a pas dérogé à la règle. Ainsi, des ambassadeurs africains à Genève, des ministères du Commerce et des organisations régionales et civiles francophones d'Afrique bénéficient du soutien de la Francophonie et d'Enda-CACID en vue d'harmoniser leurs positions dans les négociations commerciales internationales. En outre, en partenariat avec Enda-CACID, la Francophonie a lancé à Dakar la mise en place d'un «réseau des acteurs francophones pour la coopération Sud-Sud et tripartite » dont le secrétariat devrait revenir à Enda-CACID.
- Avec la Task-Force sur le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO : il s'agit d'une initiative des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO en vue d'assurer l'effectivité de la libre-circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire. Elle agit par le biais de l'arbitrage et du règlement à l'amiable des litiges entre les Etats membres, ainsi que du plaidoyer et de la médiation auprès des hautes autorités politiques des États. Enda-CACID fait partie des 7 membres de la plateforme et a pris part à la tournée de

la Task-Force dans 11 pays de la CEDEAO, pour évaluer l'état d'application du SLEC.



- Avec la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) : en marge de l'atelier consultatif sur la zone de libre-échange continentale pour le secteur privé, Enda-CACID a été nommé parmi les champions de la ZLEC, en vertu de son engagement relatif à la construction de l'intégration continentale. Outre ce fait marquant, Enda-CACID ambitionne de mettre en œuvre une initiative régionale de suivi de la ZLEC.



Fondé en 1999 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endadiapol.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- lobbying, plaidoyer et dialogue politique
- études sur les stratégies d'éducation alternative
- intégration africaine et coopération transfrontalière
- recherche et perspectives sur migrations & développement

Les principales activités d'Enda-Diapol, en 2017, ont porté sur le renforcement du dialogue politique sur des enjeux qui adressent les politiques publiques au Sénégal, en Afrique et dans le monde. Ces trois principales thématiques ont balisé l'action d'Enda-Diapol : 1) la **coopération transfrontalière et l'intégration régionale** par et avec les peuples ; 2) migration, développement et droits humains pour une cohérence des politiques publiques ; 3) **gouvernance politique, citoyenneté et cohésion sociale** pour contribuer à la participation effective, efficace et crédible de tous les acteurs de la société dans les processus de démocratisation.

1. Participation d'Enda-Diapol au renforcement de la gouvernance des migrations

En 2017, Enda-Diapol a participé à de grands événements internationaux portant sur les migrations. Il s'agit, entre autres, du Forum mondial sur la migration et le développement, qui s'est tenu à Berlin en juin-juillet et qui a permis aux gouvernements et organisations de la société civile mondiale de se pencher sur le Pacte mondial sur les migrations. (<http://mdplatform.ch/wordpress/videos/>).

Dans le même sillage, Enda-Diapol a été invité par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique pour définir la position de

l'Afrique sur le Global Compact, en septembre 2017. Enda-Diapol a également participé dans la même ville à la formation organisée par l'Initiative conjointe sur la migration et le développement (ICMD) et portant sur « Migration et développement local », et au 4e Forum des maires dont le thème était « Migration, mobilité et développement ». Au Sénégal, Enda-Diapol a participé à la stratégie d'élaboration de la Politique nationale migratoire qui a été validée par le gouvernement et les partenaires au développement.

2. Partenariat Enda-Diapol-Fondation CEPAIM : projet pour l'éducation à Keur Ibra (Louga)

Les localités de Tanime et de Keur Ibra Marame, dans la commune de Niomré Lô (département de Louga), ont bénéficié de l'appui de la Fondation CEPAIM, avec le concours d'Enda-Diapol, pour la réhabilitation de leurs établissements scolaires. Le lancement de ce projet, financé par la mairie de Huelva (Espagne) et mis en œuvre par Enda-Diapol a eu lieu le 15 décembre 2017. A Tanime, il s'agit de la réfection des salles de classe de l'école

élémentaire, d'un bloc de toilettes et du mur de l'école. Il est également prévu la dotation de fournitures et de mobiliers scolaires. A Keur Ibra (situé à 7 km de Louga) qui polarise 7 villages, le projet prévoit la construction de 2 salles de classes et d'un mur de clôture pour le CEM (collège d'enseignement moyen) jusque-là logé dans l'école élémentaire. Les travaux vont durer 15 mois et le budget est estimé à 25 millions de FCFA.

3. Appui à la promotion d'une approche transfrontalière de prévention des conflits

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'Appui à la promotion d'une approche transfrontalière de prévention des conflits et de construction durable de la paix en Ségambie méridionale, Enda-Diapol, en partenariat avec AFEX et la plateforme des

organisations locales des zones transfrontalières (OLZT) a élaboré et mis en œuvre, en 2017, des mini-projets transfrontaliers. Le but visé est de consolider la paix à travers la prise en charge des besoins sociaux et économiques de ces populations



4. Mise en place d'un bloc maraîcher dans l'espace transfrontalier Sénégal-Guinée-Bissau :

Ce projet doit contribuer au renforcement et à la consolidation du tissu social à travers la mise en place d'un bloc maraîcher intégrateur. Les bénéficiaires de cette initiative sont les populations locales des villages de Touba-Tranquille (Sénégal) et Darsalamé (Gambie) pour, d'une part, consolider le tissu social, les rapports de fraternité et le bon voisinage et,

d'autre part, augmenter leurs revenus. La zone d'intervention du projet est fixée entre les villages de Touba-Tranquille, dans la commune de Kataba 1 (Sénégal) et de Dar-Salamé (Gambie). (<https://gms.sn/index.php/2018/03/01/simbandi-balante-enda-diapol-lance-lintegration-par-le-developpement/>)

5. L'installation d'une pépinière transfrontalière

Ce projet répond parfaitement aux politiques de développement des pays de la Sénégal-gambie. La conservation de l'environnement fait partie intégrante des cahiers de développement nationaux. A l'échelle internationale, cette volonté de conservation et de protection de l'environnement cadre avec l'agenda international qui s'est traduit lors du sommet sur

l'environnement tenu à Paris (COP 21). La zone d'intervention prévue est le Kabada-Dator. Le choix de cette zone s'explique par sa déforestation avancée, mais aussi par l'activisme de l'association des volontaires pour la sauvegarde des ressources du Kabada-Dator.



enda eau-populaire

Fondé en 1994 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://enda-eau.org>]

Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Louga, Saint-Louis, Fatick, Sédhiou et Kolda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- adduction d'eau potable en milieu urbain et rural
- interventions dans le domaine de l'assainissement
- réalisation de réseaux et d'infrastructures hydrauliques
- santé communautaire et lutte contre les maladies liées à l'eau
 - barrages hydroagricoles et barrages antisel
- adaptation au changement climatique du point de vue hydrique

L'année 2017 est, pour Enda-Eau-populaire la 4^e année d'exécution du projet « Adaptation aux changements climatiques en Guinée-Bissau et au Sénégal, axée sur les effets de la variabilité pluviométrique, sur la santé et la sécurité alimentaire des populations rurales ». Le niveau, très appréciable, d'exécution globale du projet est de l'ordre de 75 %, malgré l'importance du volume des activités dû à l'impact des changements climatiques sur la santé des populations et la production agricole. Quant à la perception du projet par les populations et les autorités administratives et locales, lors de la réunion d'évaluation du projet, tenue le 28 janvier 2018, elle a été jugée très favorable. En effet, les participants ont été unanimes à reconnaître la capacité d'Enda Eau-populaire de pouvoir co-construire, avec l'ensemble des parties prenantes et des populations cibles du projet, des initiatives et alternatives communautaires pour la résilience des populations face aux effets du changement climatique dans la région de Sédhiou.

1. Sur le plan sanitaire

Les éléments quantitatifs ci-dessous montrent le meilleur résultat obtenu depuis le début du projet en 2014 : le nombre de malades liés au paludisme a diminué et le nombre de cas de diarrhées causées par l'agent pathogène découlant du péril fécal a été considérablement réduit dans les communes d'intervention. Fait particulièrement souligné, l'une des cases de santé situées dans la zone du projet, en l'occurrence celle du village de Mancolicounda, n'a connu aucun cas de paludisme cette année.

Le taux de couverture et d'utilisation des moustiquaires imprégnées porté à 100 %, ainsi que la prise en charge de l'ensemble des questions liées à l'hygiène et à la santé sont aujourd'hui effectives. La qualité de l'appropriation des objectifs du projet par les populations a été illustrée par le fait qu'elles aient elles-mêmes organisé des séances de sensibilisation, de nettoyage et



désherbage (Set-sétal) des maisons et villages, sous l'impulsion de 635 agents, matrones, relais et Bajénu-gox des postes de santé de Tanaff et Simbandi Brassou. Ces derniers, formés pour promouvoir la santé communautaire entre-autres, représentent 87,9 % de l'ensemble des lignes d'action regroupées sous l'objectif de renforcement des capacités des populations en

matière de changement climatique, de santé et d'agriculture. L'arrêt de la défécation à l'air libre a été constaté dans les zones d'intervention du projet. Un objectif atteint grâce à la mise en place et l'utilisation de 180 latrines représentant 79,3 % de l'ensemble des lignes d'action regroupées sous l'objectif de doter les populations locales d'ouvrages.

2. Sur le plan agricole

La productivité des cultures de riz dans les vallées de Talcourto, Bissassou et Médina-Balante a été jugée très appréciable, dépassant les 35 à 40 % (indicateur du projet) de 2014 à 2017 :

- vallée de Tanaff : de 14 tonnes en 2014 à 114 tonnes en 2017, soit 88,36 % d'augmentation ;
- vallée de Médina-Balante : de 28 tonnes à 125 tonnes, soit 81,70 % d'augmentation ;
- vallée de Bissassou : de 34 tonnes à 190 tonnes, soit 84,82 % d'augmentation.

Au total, ce sont 162,99 hectares des surfaces agricoles qui ont été emblavées, sur 232,42 hectares de terres récupérées par le projet représentant 70,12 % de champs productifs. Le paquet d'activités qui a concouru à l'atteinte de ce résultat consiste en :

- la formation de 315 relais paysans depuis le début du projet, soit 75,90 % du taux d'achèvement de l'objectif de doter aux populations des connaissances culturelles adaptées aux changements climatiques ;
- la capacitation de 174 élus locaux pour l'encadrement, l'affectation de terres et la gestion des vallées, soit 89,7 % du taux d'achèvement ;
- la mise en place de deux Cadres d'aménagement et de gestion (CAGES) des vallées dans les communes, sur trois prévus, soit 66 % d'achèvement ;
- l'aménagement de trois vallées (Tanaff-Médina Balante-Bissassou) par la construction de 12 ouvrages évacuateurs et la réalisation de 1256.7 mètres de digues de retenue d'eau et anti sel, soit 71,5 % de taux d'achèvement de l'objectif du projet sur les six années d'exécution (2014-2019).



enda-ecopole

Fondé en 1996 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/ecopole>]
Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Diourbel, Louga et Saint-Louis au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- éducation alternative à la citoyenneté
- appui au développement local participatif
 - plaidoyer et dialogue politique
- développement de la santé communautaire
 - développement de la petite enfance

Les activités d'Enda-Ecopole en 2017 ont concerné le milieu urbain, notamment les zones périurbaines, notamment les quartiers précaires, communément appelés « bidonvilles » de la région de Dakar. D'autres activités ont été menées en faveur des communautés en milieu rural, tout aussi touchées par la précarité, dans les régions de Thiès et de Diourbel. Ces efforts ont porté essentiellement sur les problématiques d'accompagnement social, de soutien aux dynamiques d'éducation et de formation, d'appui à l'entrepreneuriat social, de vulgarisation des comportements responsables par le biais de l'IECC en vue d'une meilleure qualité de vie.

1. Dans le domaine de la santé communautaire

L'année 2017 coïncide avec la fin du programme triennal de lutte pour la pré-élimination du paludisme. Fruit d'un partenariat avec IntraHealth, cette initiative bénéficie du soutien financier du Fonds mondial. Son champ de mise en œuvre à couvert les régions de Dakar, Diourbel et Thiès, avec une implication particulièrement appréciée de 06 districts sanitaires de Pikine, 07 de Rufisque, 06 de Diamniadio, 04 de Popenguine, 02 de Mbour, 07 de Diourbel, 04 de Tivaouane et 05 de Mékhé. Des activités exécutées en étroite

collaboration avec au total 05 centres de santé et 49 postes de santé. Pour les besoins de la mise en œuvre des activités sur le terrain, des conventions de partenariat ont été conclues avec 52 organisations communautaires de base (OCB) essentiellement constituées des femmes qui ont mis en œuvre le paquet d'activités. Au total, les séances de causeries ont touché et sensibilisé 61 351 personnes et le financement mobilisé pour les groupements se chiffre à 32 170 000 FCFA au titre l'année 2017.

2. Dans le domaine de l'éducation et de la formation

Considéré par Enda-Ecopole comme une dimension-clé dans les processus de transformation sociale, le volet formation et renforcement de capacités bénéficie d'une attention toute particulière dans sa stratégie. Durant l'année 2017, Enda-Ecopole s'est engagé dans une large série de concertations aux côtés des partenaires, en faveur des Initiatives populaires d'éducation et de formation (IPEF). Parmi les résultats obtenus, on peut noter les dispositifs de prise en charge du centre SIGGI du quartier des Parcelles Assainies, à Dakar, qui ont été renforcés au même titre que son système organisationnel pour offrir un cadre attractif qui réponde mieux aux besoins de formation des jeunes.



Avec le concours des partenaires, le centre SIGGI a bénéficié d'importants lots de matériels et d'équipements, qui ont élargi son potentiel technique de formation des jeunes filles, notamment en techniques de coupe et de couture. Avec son nouveau curriculum, le centre offre certes comme principale activité la formation en techniques de coupe et de couture, mais au regard des besoins spécifiques, la direction a proposé et obtenu

l'élargissement de son offre de formation, pour donner une chance au plus grand nombre d'utilisateurs sollicitant son concours.

Ainsi, au cours de l'année 2017, diverses autres formations complémentaires ont été offertes, selon les besoins exprimés : en broderie à la main, crochet, perlage à la technique manuelle, expression française, éducation religieuse et informatique.



3. Dans le domaine de l'entrepreneuriat économique

Enda-Ecopole poursuit une dynamique d'action aux côtés des populations de Bargny (région de Dakar), en partenariat avec l'association française « Groupe des retraités éducateurs sans frontière » (GREF). Des initiatives de développement économique et social ont été mises en œuvre en faveur des jeunes et des femmes, et résultent d'un long processus de concertation engagé avec les populations par le biais de l'association des jeunes du quartier « ASC BAYE ». Il a été retenu, parmi un ensemble de besoins exprimés, un projet de chantier-école consistant en la réalisation d'une pirogue et la construction d'une « maison commune » comme centre d'incubation et d'éducation populaire. Ces initiatives bénéficient de l'appui de la mairie de Bargny qui a mobilisé autour d'elle plusieurs partenaires comme l'ONFP et EIFFAGE/Sénégal qui accompagnent de manière très

satisfaisante les projets dans le cadre d'un partenariat public-privé à base communautaire.

Le concept chantier-école est une initiative partagée consistant à mettre en place des apprentissages formatifs. Dans le chantier-école « pirogue », mis en œuvre au profit des jeunes fortement impliqués dans les métiers de la pêche, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, certains d'entre eux ont été choisis et impliqués dans l'exécution du projet, afin de participer aux différentes étapes du processus de construction de la pirogue.

Ce souci émane de la volonté d'associer le plus grand nombre, pour la transmission des compétences et la maîtrise de la technique. C'est aussi une raison de diversification des compétences gage de la durabilité de l'outil de travail qui sera mis entre les mains des populations.

enda-ecopop

Fondé en 1991 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endaecopop.org>]

Lieux d'intervention : Afrique

Domaines d'intervention :

- Gouvernance locale participative pour le développement
- Droits humains, cadre de vie et services sociaux de base
 - Développement économique des territoires

Fidèle à ses engagements, valeurs et principes, Enda-Ecopop a poursuivi, en 2017, son action pour la résilience des communautés locales face à des défis multiples : risques sanitaires, risques liés à l'emploi vulnérable ou dangereux, et chocs extrêmes dus à des catastrophes naturelles affectant les établissements humains. Ses initiatives ciblent l'innovation, la participation citoyenne et l'influence sur les politiques publiques pour une transformation sociale qualitative.

1. Les Espaces de dialogues et d'interpellation citoyenne (EDIC)



publique locale. Les journées de dialogue et d'interpellation citoyenne, autour de la gestion publique locale, se sont tenues dans 09 régions du pays et ont couvert 12 communes (Déali, Darou Mousty, Nguene-Sarr, Rosso-Sénégal, Mont-Rolland, Pikine-Est, Sébikotane, Dangalma, Soum, Malem-Hodar, Bagadadji, Djibanar et le Conseil départemental de Louga). La promotion de la démocratie et de la gouvernance participative passe par la mise en place de mécanismes et d'outils comme les Espaces de dialogue et interpellation citoyenne (EDIC) autour de la gestion citoyenne locale qui regroupent un ensemble de dispositifs et de procédures qui permettent d'augmenter l'implication des citoyens dans la vie politique et d'accroître leur rôle dans les prises de décision. Ces journées qui ont été marquées par des moments forts de partage, de dialogue et de communication entre élus locaux et les populations, ont polarisé environ

Dans le cadre du projet « Promotion de la participation et engagement citoyen dans la gestion des affaires locales » (Projet BPS), Enda-ECOPOP a initié, en collaboration avec le Programme national de développement local (PNDL), avec le soutien d'Onu-Femmes et d'OSIWA, des cadres de dialogue et de reddition des comptes entre autorités publiques et citoyens, autour de la gestion

789 participants. Ces journées qui ont été marquées par des moments forts de partage, de dialogue politique et social et de communication entre élus locaux et populations, ont mobilisé 789 participants. Elles ont permis d'instaurer une meilleure compréhension du fonctionnement des institutions publiques locales, de la représentation des rôles que s'attribuent les acteurs, de leurs propositions

pour maintenir et renforcer la cohésion sociale, et des conditions d'une participation de tous à la gestion des affaires locales. Les journées de dialogue et d'interpellation citoyenne dans

les collectivités territoriales ont donné l'occasion aux autorités locales de rendre compte de leur gestion et de se mettre à l'écoute des populations.

2. Le Projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique

La région de Dakar subit les conséquences désastreuses du changement climatique et fait partie des quinze villes africaines les plus menacées par la montée de l'océan, les inondations et leurs impacts très négatifs sur le cadre et vie et le bien-être des populations. Le PROGEP est une initiative de l'État du Sénégal, financée par Banque mondiale et le Fonds nordique, mise en œuvre en collaboration avec l'Agence de développement des municipalités (ADM) dans neuf communes d'arrondissement de Dakar. Dans la première phase, couverte par Enda-ECOPOP, l'intervention a permis d'assurer : i) la mobilisation et l'engagement des communautés et des autorités locales pour la durabilité des ouvrages et la préservation des zones non constructibles, ii) la mise en œuvre de projets d'investissements communautaires. Les principaux résultats obtenus au plan d'amélioration du cadre de vie

sont les suivants : 1) une cinquantaine de projets d'investissement communautaire, identifiés de manière participative comme besoins prioritaires par les populations impactées, ont été réalisés dans la zone d'intervention. 2) Une quarantaine de sites ont été aménagés et valorisés. 3) Plus de 26 000 habitants des zones concernées ont vu leurs conditions et cadres de vie améliorées par la mise en place d'aires de promenade, d'éclairage public solaire, de parcours et stations de sport végétalisés avec éclairage solaire, d'espaces de détente avec aires de jeux pour enfants, d'espaces récréatifs, de puisards collectifs pour la gestion des eaux usées domestiques. 4) 44 assemblées des usagers des PIC ont été installées, 45 cellules de gestion des installés et plus de 60 organisations communautaires de base (OCB) ont été mobilisées et engagées dans le portage des PIC.

3. YTAX : un système intégré et collaboratif pour améliorer la mobilisation des ressources locales, renforcer la transparence et lutter contre l'évasion fiscale

En Afrique, l'autonomie des collectivités territoriales à laquelle devront aboutir les processus de décentralisation, implique une mobilisation accrue des ressources financières. Ces dernières contribuent non seulement à renforcer les capacités de financement des projets locaux et la gestion du développement local, mais aussi à assurer un niveau satisfaisant de services sociaux de base. Cependant, la mobilisation des recettes fiscales ou domestiques demeure problématique dans la plupart des collectivités territoriales africaines. Les raisons sont liées à : i) un système de collecte obsolète faisant souvent l'objet de fraude et d'évasion fiscale ; ii) une absence de contrôle efficace des recettes collectées ; iii) un déficit d'information du contribuable et de communication sur l'usage des ressources financières collectées ; iv) une absence de transparence sur la chaîne fiscale et de visibilité des autorités locales élues sur les recettes mobilisées sur leur territoire. C'est pour répondre à ces défis multiples qui entravent la décentralisation en

Afrique, qu'Enda-ECOPOP a conçu et mis en place un nouveau dispositif technologique collaboratif dénommé « **YTAX** » (« Yelen TAXE » : Yelen est un mot emprunté des langues Wolof – où il signifie « réveillez-les » – et Bambara – où il signifie « la lumière, la transparence, le sourire ou l'ascension »).

Après deux ans d'expérimentation ayant donné des résultats très prometteurs avec des ressources domestiques collectées multipliées par 7, Enda-ECOPOP est passé à la phase de mise à l'échelle dans 52 communes de 04 régions du Sénégal, dans le cadre du Programme gouvernance locale pour le développement (Programme GOLD) mis en œuvre en collaboration avec RTI et le soutien de l'USAID. Dans cette perspective, de mise à l'échelle, des conventions ont été signées avec la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor (DGCPT) et l'Agence de l'informatique de l'État (ADIE) pour l'institutionnalisation des acquis de ce système de dématérialisation de la collecte des taxes locales.

enda-énergie

Fondé en 1984 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endaenergie.org>]

Lieux d'intervention : le Sahel, l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Domaines d'intervention :

- élargissement de l'accès aux services énergétiques durables
- formation des acteurs sur la planification énergétique et aux négociations sur le climat
 - lobbying et plaidoyer pour un développement sobre en carbone et résil
- renforcement de la résilience des communautés et écosystèmes aux effets néfastes des changements climatiques et de la désertification
 - développement local durable et gouvernance environnementale

Enda-Energie a pour principale mission d'accompagner les populations vulnérables dans les processus de transformation orientées vers le développement durable. Parmi ses nombreux projets mis en œuvre actuellement, on peut présenter deux initiatives aux approches particulièrement novatrices.

1. Gestion des terres et développement durable dans la zone sylvo-pastorale du Ferlo

Le projet « Front local environnemental pour une Union verte » (FLEUVE), financé par L'Union Européenne et coordonné par le Mécanisme mondial de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification, s'inscrit dans ce cadre. En effet, le projet est exécuté au Sénégal par l'Agence nationale

de la Grande Muraille verte et Enda-Energie, afin de renforcer le développement local durable à travers l'initiative de la Grande Muraille verte au Sahel et au Sahara (IGMVSS). Il est mis en œuvre dans cinq (5) communes rurales de la zone sylvo-pastorale du Ferlo : Syer, Mboula, Tessékéré, Labgar et Loughéré Thioly.



Cette zone du Sénégal est confrontée à un déficit pluviométrique persistant qui accentue la dégradation des ressources naturelles, des sols et une baisse de la production agricole. Le projet FLEUVE vise l'intégration de la gestion durable des ressources naturelles, des terres et des risques écosystémiques dans les plans de développement au niveau local et leur mise en œuvre à travers le montage de

partenariats novateurs et multiacteurs incluant les secteurs publics et privés, dans le cadre d'une contribution à l'IGMVSS. La démarche d'Enda-Energie met l'accent sur l'approche territoriale, renforcée par une approche filière qui s'appuie sur le développement des potentialités des terroirs avec les secteurs de l'élevage, l'agriculture, la foresterie, l'artisanat, la pisciculture, etc.

Les activités conduites dans le cadre du projet FLEUVE au niveau des communes rurales de Labgar, Loughere Thioly, Mboula, Syer et Tessékéré ont démontré que la gestion durable des terres peut être un catalyseur de développement durable des localités bénéficiaires avec une intégration réussie et une appropriation des communautés. A travers la valorisation des potentialités endogènes telles que les produits d'élevage (lait, viande, peaux, etc.), l'agroforesterie (gommiers, Balanites Aegyptiaca, Zyziphus Mauritania), l'agroécologie avec les jardins polyvalents, l'artisanat, l'écotourisme, la pisciculture avec les bassins de rétention et l'éducation environnementales, le projet a démontré qu'il est

possible d'installer dans la zone de la grande muraille verte des pôles de développement rural intégré qui pourraient créer des milliers d'emplois ruraux. Des potentialités en énergies renouvelables comme le solaire et le biogaz existent dans cette zone sylvo-pastorale. Ainsi Enda Energie promeut l'utilisation du pompage photovoltaïque à la place du pompage diesel pour les forages et envisage de mettre en place plus de 500 biodigesteurs afin d'accompagner les collectivités, associations locales et le secteur privé à s'approprier davantage de la technologie biogaz en vue de diminuer la pression exercée sur les ressources ligneuses et de stimuler l'agriculture durable.

2. L'accès aux services énergétiques pour les chaînes de valeur : programme « PROGRES-LAIT »

Le Programme « chaîne de valeur lait et énergie solaire – PROGRES LAIT » est mis en œuvre avec l'appui de l'Union européenne et les gouvernements de deux pays (Sénégal et Mauritanie) pour le renforcement de la résilience des agro-pasteurs. Il s'inscrit dans le cadre de l'initiative SESAL (Souveraineté énergétique pour la souveraineté alimentaire) lancée par Enda-Energie, afin d'exploiter les potentialités de valorisation du lait très limitées par le faible accès aux services énergétiques dans les bassins de productions. Le taux d'électrification dans les bassins de production de lait au Sénégal ne dépasse guère 20%, une pauvreté énergétique qui place les acteurs dans une précarité absolue malgré les énormes niches de création de richesses que regorge cette chaîne de valeur. Ce programme est mis en œuvre dans quatre bassins laitiers. Au Sénégal dans la région Nord (la zone sylvo-pastorale) et dans

le Sud-Est du pays dans la région de Kolda. En Mauritanie dans la région du Trarza (Vallée du Fleuve Sénégal) et dans la région de Hodh El-Charghi (sud-est). L'objectif du programme est de : 1) renforcer l'accès aux services énergétiques modernes pour les activités productives ; 2) promouvoir l'entrepreneuriat rural, notamment féminin, à travers un modèle de Partenariat Public Privé à vocation Communautaire (PPPC) ; 3) mettre en place de modèles d'organisation efficaces des petits producteurs par la professionnalisation des filières ; 4) promouvoir de partenariats innovants susceptibles d'impulser le développement d'un marché autonome de collecte et de commercialisation du lait. Sa finalité est de créer de très petites entreprises rurales pour stimuler l'économie locale, le développement d'emplois verts et ainsi apporter de réelles transformations économiques, sociales et environnementales dans les territoires.





Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endagrafsahel.org>]
Lieux d'intervention : Sénégal, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Bénin, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- gouvernance locale concertée
- promotion et renforcement du dialogue politique
 - accès aux biens et services de base
 - agriculture et développement rural
- appui aux femmes, AGR et microfinance
- promotion de l'éducation alternative

1. Promotion de l'environnement, du développement durable et de l'économie verte

Les objectifs de ce programme mis en œuvre au Sénégal sont de :

1. Renforcer la durabilité des systèmes de production agro-sylvo-pastoraux en développant l'agroécologie en circuit court ;
2. Lutter contre les risques environnementaux et la surexploitation des ressources par la promotion du développement durable et de l'économie verte ;
3. Favoriser l'accès à l'électricité des populations à faibles revenus ;
4. Assurer le fonctionnement au solaire des moteurs de moulins à mil, pompes à eau et du matériel des unités informatiques des écoles avec un accès direct à l'internet et au téléphone ;
5. Favoriser l'existence de fermes intégrées pour les professionnels de l'agriculture de demain ;
6. Renforcer l'impact des productions agri-coles locales sur l'état nutritionnel des populations vulnérables.

Les activités mises en œuvre en 2017 ont consisté à : i) sensibiliser des populations pour le reboisement des forêts dans les communes de Fimela et de Dionewar. ii) Elaborer et exécuter un plan stratégique de gestion des

déchets pour la localité de Ndande. iii) Elaborer et exécuter un plan stratégique de gestion des déchets pour Ndande. iv) Accompagner autorités municipales pour une appropriation du plan stratégique. v) Accompagner les populations de Ndande pour qu'elles s'impliquent dans la gestion des déchets (sensibilisation). vi) Mettre en place un système de « fourneaux revolving » dans les villages de Ndangane Sambou, Simal, Djilor pour réduire la pression sur les ressources forestières.

Les résultats obtenus en 2017 font état de : 1) 195 fourneaux sont mis en place dans les communes de Fimela, Dionewar, Niodior et Falia. 2) Cinq hectares de mangroves reboisés avec 21 000 propagules. 3) Deux hectares reboisés sur le continent avec 800 plants de Niawil (mélaleucaquinquenervia). 3) Une gestion des déchets solides et liquides planifiée et réalisée de façon inclusive et participative à Ndande. 4) Une collecte et un traitement des déchets organisés de façon durable. 5) Des populations de la commune mobilisées et soutenant les autorités dans leurs actions de promotion de l'hygiène et de la salubrité publique. 6) Des activités génératrices de revenus liées à la gestion des déchets créées par les acteurs de Ndande.

2. Promotion de l'éducation et la formation des jeunes par l'harmonisation des offres éducatives

Les objectifs de ce programme mis en œuvre au Sénégal sont :

1. d'appuyer la mise en place une offre suffisante, adaptée et de qualité dans une démarche d'équité et de correction des disparités entre sexe, localités, degré de vulnérabilité.
2. de participer à la facilitation de la concertation, du dialogue politique et à l'amélioration de la gouvernance du secteur au niveau central, déconcentré et décentralisé.
3. d'initier des actions pilotes visant l'harmonisation des offres éducatives



Les activités réalisées 2017 ont consisté à sensibiliser les acteurs et la communauté autour des écoles publiques et non publiques pour préparer la collecte des données par le cabinet IRIS dans 100 établissements publics, 500 non publiques et 50 préscolaires, dans le cadre d'une étude SABER/BM/MEN.

Plus spécifiquement, il a fallu procéder : i) au recrutement et à la formation de la secrétaire permanente pour la Fédération nationale des maîtres coraniques du Sénégal. ii) A la préparation du cadre de vie du foyer par la réfection de deux nouvelles cases et la réparation du forage. iii) Au recrutement de 110 pensionnaires pour l'année 2017-2018. iv) A l'affinement de la planification des activités et démarrage du projet QualEmploi. v) A la mise en place du processus de formation pour le master en « gestion de projets et compagnons du changement ». vi) Au parrainage « miss mathématique », « miss science » (Foyer de Tambacounda). vii) A l'implication des autorités académiques de Tambacounda dans le processus de gestion du foyer.

viii) A l'organisation de visites de courtoisie auprès de 70 acteurs locaux (gouverneur, préfets, collectivités territoriales, centres de formation, services techniques de la région de Kolda, etc.). ix) A la mise en place de 04 groupes de travail dans chacune des 04 zones d'intervention du projet QualEmploi. x) A la pré-identification de 15 métiers para-agricoles porteurs, à partir des 15 documents utiles. xi) A l'organisation d'une collecte de données sur les métiers porteurs auprès des acteurs locaux.

Comme résultats majeurs obtenus en 2017, il faut noter que : 1) 95 jeunes ont été formés aux métiers para-agricoles. 2) le projet QualEmploi a connu un démarrage effectif, avec des contacts effectués auprès des autorités compétentes de la région. 3) la secrétaire permanente de la Fédération nationale des maîtres coraniques du Sénégal est entrée en fonction. 4) La base de données mise en place dans le cadre de l'étude SABER/BM/MEN est disponible. 5) plus de 110 pensionnaires sont désormais pris en charge au foyer de Tambacounda.

enda-jeunesse-action

Fondé en 1985 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/eja>] - [<http://www.maejt.org>]
Lieux d'intervention : Sénégal et 28 autres pays d'Afrique membres du Mouvement africain des EJT (MAEJT).

Domaines d'intervention :

- protagonisme des enfants et jeunes
- jeunesse et éducation, formation et emploi des jeunes,
 - gouvernance participative
 - équité des genres
- lobbying et plaidoyer international (Union africaine, ECOWAS)

Fidèle à sa mission de protection des enfants, Enda-Jeunesse Action a su apporter en 2017, son appui à plus de 81 000 enfants, grâce à ses projets et programmes mis en œuvre dans 14 départements du Sénégal. En outre, dans sa mission d'accompagnement des enfants et jeunes en situation difficile en Afrique, l'Equipe Enda-Jeunesse Action a toujours agi en collaboration avec d'autres acteurs de protection pour apporter son soutien aux enfants, toutes catégories confondues dans la défense et la promotion de leurs droits. C'est à ce titre que toutes les actions qu'elle développe dans la mise en œuvre de ses projets sont axées sur l'accompagnement des enfants pour leur auto protection.

1. La protection contre les violences faites aux enfants

La lutte contre les violences des enfants s'inscrit dans une approche plurielle. Ce qui justifie la mobilisation des acteurs de la communauté dans leur ensemble, le renforcement de leurs capacités et la mise en place d'espace d'accueil des enfants vulnérables.

La protection des enfants ne peut être du seul ressort des acteurs institutionnels. Elle appelle l'implication entière et utile des communautés. C'est dans ce sens que les populations se sont mobilisées autour des CAPE (Coalition des Acteurs pour la Protection des Enfants) qui ont été le levier important dans la lutte contre les violences faites aux enfants dans les 14 départements couverts par nos projets et programmes (Saint Louis, Louga, Thiès, Tivaouane, Pikine, Guédiawaye, Diourbel, Kaolack, Tamba, Vélingara, Koupentoum, Kolda, Bounkiling et Ziguinchor). La CAPE est un dispositif local regroupant plusieurs acteurs à l'échelle du quartier ou du village pour coordonner et mettre en œuvre l'ensemble des actions de protection en faveur des enfants. Au total, les 193 CAPE soutenues ont offert à 81 000 enfants l'opportunité de bénéficier de services de protection.

La Discipline positive est un des moyens les plus adaptés pour prévenir les violences faites aux enfants. En effet, la discipline positive exerce une influence constructive sur les

enfants, ainsi que sur leurs relations avec les adultes, en créant un environnement stable basé sur la confiance et le respect. L'approche permet ainsi aux enfants de développer leur estime de soi et d'être, par conséquent, plus affirmatifs et moins vulnérables face à la



violence. C'est dans cette perspective que 236 parents membres des CAPE ont été formés sur cette approche et maîtrisent les différentes étapes du développement de l'enfant, de la naissance à la 18e année. Cette approche permet également aux adultes (parents enseignants, prestataires de soins) de comprendre le lien entre ce processus et les réactions et comportements des enfants de façon à pouvoir apprendre à ces derniers comment éduquer l'enfant, prendre soins de lui sans le violenter, l'humilier ou le frapper. **L'accueil et le référencement dans les centres d'écoute** : les espaces d'écoute de jour constituent un maillon important dans le dispositif de protection. C'est dans cette perspective que 06 centres et 03 point d'écoute ont été renforcés au cours

de l'année 2017. Il s'agit des centres de Pikine Guinaw rail, Kaolack, Tambacounda, Sayara, Diaobé et Kolda, ainsi que des points d'écoute de Saint-Louis.

Les centres ont accueilli au cours de l'année 5 729 personnes ainsi composées : 5 345 enfants vulnérables dont 1 882 filles et 385 adultes dont 196 femmes. Les services offerts dans ces espaces sont : l'écoute, la prise en charge d'urgence, les activités socio-éducatives, le référencement, etc. Ces effectifs ont été atteints grâce aux actions rue (maraudes), mais aussi à partir de référencement : police, gendarmerie, tribunaux, AEMO, développement communautaire, «Bajjenu Gox», CAPE, etc. Ainsi, les centres ont assuré la réintégration familiale de 39 enfants à Dakar ; 30 à Tambacounda, 19 à Kolda, etc.

2. Accompagnement des enfants et jeunes en situation difficile

La protection des enfants migrants le long du Corridor Abidjan-Lagos : près de 6 000 enfants en mobilité enregistrés dans les 5 pays concernés par le projet CORAL : le projet régional de protection des enfants migrants le long du corridor Abidjan-Lagos (CORAL) conjointement mis en œuvre par Tdh/Enda-Jeunesse Action / MAEJT est financé par l'Union Européenne. Le projet CORAL a pour objectif d'améliorer la protection des enfants migrants le long du corridor Abidjan-

Lagos en Afrique de l'Ouest, afin de réduire leur vulnérabilité et d'améliorer leur accès à des opportunités de développement. Ce projet triennal qui a débuté en 2017, est mis en œuvre dans 25 localités de cinq (5) pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigéria). Dans les lieux d'origine, de transit et de destination, 17 594 acteurs communautaires, dont des enfants, des jeunes et leurs familles, sont informés sur les conditions de la migration des enfants et sur les risques liés à cette dernière, ainsi que sur les services de protection existant, ce qui permet aux enfants de mieux se protéger eux-mêmes. 6 774 enfants qui participent régulièrement aux animations dans les zones de forte concentration de personnes concernées par la mobilité peuvent identifier les services de protection existant. L'on a enregistré dans les lieux d'origine, de transit et de destination des cinq (5) pays, 172 nouveaux groupes de base porteurs de pratiques endogènes de protection de l'enfance durables. 2 589 (53% garçons et 47% filles) enfants en mobilité et ou candidats, ont intégré ces groupes de base dans les cinq pays concernés. Ils prennent part aux activités de sensibilisation, d'échange et d'animation organisées par ces groupes. Les enfants et jeunes organisés et les acteurs communautaires se familiarisent avec l'approche de l'accompagnement protecteur des enfants concernés par la mobilité. Ces enfants bénéficient d'écoute, d'appui-conseils, de médiation et ont été orientés vers des structures compétentes pour leur réinsertion socio-professionnelle.





Fondé en 2000 et basé à : Dakar (Sénégal), [<http://www.leadinafrica.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal et pays francophones d'Afrique.

Domaines d'intervention :

- renforcement des capacités des acteurs
- animation de réseaux et plaidoyer international
- recherche-action sur le développement durable
- appui aux organisations de la société civile africaine

Le futur de l'Afrique réside dans ses ressources humaines, et en les mettant au service de l'environnement et du développement durable, on promeut un leadership de transformation et l'émergence d'agents de changement. La mission d'Enda-LEAD Afrique Francophone est de créer, de renforcer et d'appuyer des réseaux de personnes et d'institutions pour la promotion d'un développement durable et d'agents de changement. Enda-Lead Afrique Francophone a, à ce titre, déroulé durant l'année 2017, ses projets de recherche-action au Sénégal et développé des partenariats féconds.

1. La mobilisation et le renforcement de la participation des jeunes dans le suivi effectif des affaires publiques au Sénégal (projet WAREFESS)

En partenariat avec la Fondation Ford, le projet WAREFESS vise former, sensibiliser et renforcer les capacités des jeunes sur les thèmes relatives à la démocratie, la citoyenneté, et la bonne gouvernance à travers la culture urbaine et les media traditionnelle. L'implémentation du projet a permis (i) de former et accompagner 15000 jeunes dans 7 régions (Dakar, Thiès, Louga, Saint-Louis, Kaolack, Kaffrine, et Ziguinchor) du Sénégal afin qu'ils puissent participer de manière effective au débat public et influencer les processus de prise de décision politiques à tous les niveaux (communal, local et national), (ii) d'encourager les populations à s'engager au suivi des politiques publiques ainsi que les initiatives locales relatives à ce projet et surtout de rendre les jeunes et les femmes plus aptes à s'impliquer dans le suivi des politiques publiques et des initiatives locales pour plus de redevabilité de la part

des décideurs (mairies et administration). Le projet WAREFESS a été mis en œuvre par Enda-LEAD Afrique Francophone en partenariat avec un consortium d'organisations à savoir le **Mouvement YAM, le Journal Télévisé Rappé (JTR), le CESTI, Guédiawaye Hip Hop et la Fédération Dimbaya Kagnalen.**

Le projet a facilité la décentralisation de l'information diffusée dans le JTR, la mise en place du Conseil Communal des enfants de la ville de Ziguinchor, l'organisation de plusieurs «jotay» ou espaces de dialogues tant au niveau communal que départemental à Guédiawaye, la tenue de « Citizen Mic », en français le micro citoyen qui vise à promouvoir la citoyenneté et la gouvernance locale à travers la musique urbaine et enfin des sessions de formation pour les radios communautaires de la région naturelle de Casamance en journalisme Web et Mobile

2. Formation et sensibilisation au tri et ramassage des déchets ménagers au Sénégal

Ce projet s'inscrit dans le cadre des objectifs du développement durable (ODD) mis en place à la fin de l'année 2015, notamment l'objectif 3 « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge » et l'objectif 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, et résilients »

En relation avec HAMAP-Humanitaire, SYC-TOM - l'Agence Métropolitaine des déchets ménagers, Enda-LEAD Afrique Francophone, l'Inspection de l'Éducation et de la Formation de Guédiawaye, la Mairie de la ville de Guédiawaye, les 5 Communes de la ville de Guédiawaye, l'Association pour la Solidarité et la Promotion de l'Entreprenariat de la Banlieue (ASPEB) et

l'Association 100% CITOYEN, ont implémenté le projet de formation et de sensibilisation au tri et ramassage des déchets ménagers à Guédiawaye. Les activités ont tourné autour de la formation des enfants à l'écocitoyenneté et l'amélioration de l'hygiène et les conditions de vie au plan sanitaire des populations de la banlieue de Dakar, et la sensibilisation des

maires des communes de Guédiawaye à installer des zones de tri sélectif et de collectes des déchets dans les écoles et les communes de Guédiawaye. Le projet vise à atteindre 800 à 1000 enfants de 7 établissements scolaires ainsi le personnel de 30 associations locales (groupement de femmes et associations sportives et culturelles).

3. Etude diagnostique sur l'exploitation minière (Migration, Genre et Fiscalité)

Cette étude visait à étudier d'une part les impacts socio-économiques, environnementaux et culturels des migrants orpailleurs dans la région de Kédougou et d'autre part la dimension Traite et Travail des enfants et des femmes dans les sites d'orpaillage de la région de Kédougou ainsi que le système de collecte et de redistribution des recettes issues du secteur minier dans la même région.

Cette étude a permis de mieux ressortir l'aspiration forte des populations riveraines des exploitations minières, à plus de justice économique et sociale dans la distribution des ressources de l'exploitation minière.

Ce qui se traduit aujourd'hui par la régulation de l'accès aux ressources minérales et par l'amélioration des retombées financières pour les collectivités locales d'implantation des industries extractives (Fonds de Péréquation et d'appui aux collectivités locales) et pour l'Etat.

Enda-LEAD Afrique Francophone, a amorcé, à ce titre la réflexion pour promouvoir l'équité fiscale et sociale comme outil de redistribution des revenus et de réalisation des droits humains dans le secteur extractif au Sénégal, afin de répondre à la lancinante question de l'exploitation des ressources naturelles au profit du développement rural.





Fondé en 1981 et basé à : Mbour (Sénégal). [<http://www.madesahel.org>]
Lieux d'intervention : le Sénégal et un rayonnement en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre.

Domaines d'intervention :

- confection et conditionnement de phytomédicaments
- formations dans les domaines des sciences de la santé et du développement
 - conservation des espèces végétales menacées
 - expérimentations et diffusion de nouvelles essences

Enda-Madesahel a orienté ses missions autour de la triple dimension du développement durable relative à la santé, à l'environnement, et à la réduction de la pauvreté. À cette fin, Enda-MADESAHEL a développé des activités dans les domaines de : 1) la formation du personnel de santé en vue d'améliorer la qualité des prestations et de favoriser un accès plus égalitaire des populations (en particulier les plus vulnérables) à des services de santé mieux adaptés à leurs attentes. 2) La préservation de la biodiversité et la promotion de l'usage rationnel des ressources naturelles végétales. 3) La valorisation et la promotion de l'usage rationnel des plantes médicinales ainsi que l'intégration de la médecine traditionnelle dans le système de santé. 4) La promotion et le soutien aux initiatives communautaires bénéfiques à la santé et qui contribuent à la création de richesse.

1. Formation dans les domaines de la santé et du développement

Enda-Madesahel, en partenariat avec l'Institut de santé et développement (ISED), se consacre au développement des ressources humaines pour la santé, en offrant une formation par objectifs, adaptée aux besoins, orientée vers les communautés, fondée sur la pratique et sur une approche participative et sujette à des évaluations répétées. C'est ainsi qu'en 2017, 235 auditeurs dont 156 hommes (66 %) et 79 femmes (34 %) ont suivi des sessions de formation dans les domaines ci-après :

- Diplôme d'études spéciales en santé publique (4 ans) : 50 médecins et pharmaciens dont 36 hommes et 14 femmes (28 %) de 5 pays (Niger, Mali, Tchad, Congo, Sénégal) ont participé à cette formation ; 17 ont obtenu leur diplôme.
- Master en santé publique (2 ans) : 20 médecins, pharmaciens, économistes de la santé, socio anthropologues, ingénieurs, sociologues, agents préventionnistes, techniciens supérieurs de santé – 8 hommes et 12 femmes – (soit 60 %), venant de 2 pays (Bénin, Sénégal), ont participé à cette formation.
- Prévention et lutte contre le paludisme : 165 acteurs clé de la lutte contre le paludisme (65 médecins ,75 infirmiers et sage femmes ,25 superviseurs des soins de santé primaire) dont 53 femmes (32%) ont suivi des cours de planification, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des actions, afin d'améliorer la performance du programme.

2. Préservation et conservation des ressources de la biodiversité

Enda-Madesahel a renforcé le potentiel du Conservatoire botanique MICHEL ADANSON en y introduisant de nouvelles plantes (**Bixa-orellana**, **Stereospermum kunthianum**, **Newbouldia laevis**). C'est ce qui lui a permis de jouer parfaitement son rôle dans l'acquisition des connaissances sur les plantes et leurs vertus médicinales, jusqu'aux actions de préservation en passant par l'accompagnement des professionnels, l'information et

l'éducation des plus jeunes. Le conservatoire offre ainsi aux écoles primaires et secondaires de la zone de Mbour (**Saly Joseph**, **Saly Vélingara**, **Grand-Mbour**, **SCAM**, **Yewwu Yeete**, **Keur Madior**) de multiples occasions de découvrir la diversité végétale et d'adhérer à sa préservation. Patrimoine végétal rare dans la sous-région et référent scientifique et technique sur les plantes, le conservatoire est intervenu à différentes étapes pour



accompagner les actions de restauration des milieux naturels. C'est dans ce cadre que 1 716 pieds de plantes ont été fournis aux

communautés villageoises de Mbamane et Tao Fall qui ont été encadrés dans cette action.

3. Promotion de l'usage rationnel des plantes médicinales

Intégrer la médecine traditionnelle dans les systèmes de santé, en intégrant ses connaissances dans les soins de santé modernes et en garantissant qu'elle respecte les normes requises, est une nécessité d'autant plus impérieuse que près de 80 % de la population y a recours, et que la médecine moderne manque cruellement de nouveaux traitements. C'est l'objectif que vise Enda-Madesahel dans le cadre de son partenariat avec les postes nationaux de santé privés (ANPSCS). Enda-Madesahel conditionne des phytomédicaments et des phytonutriments de qualité, qui sont utilisés au sein des postes

nationaux de santé privés, distribués au travers du réseau pharmaceutique et qui bénéficient d'un système de pharmacovigilance. En 2017, 437 347 infusettes de 16 variétés de plantes (*Cassia italica*, *Moringa oleifera*, *Euphorbia hirta*, *Xanthoxylum xanthoxyloides*, *Harpagophytum procumbens*, *Balanites aegyptiaca*, etc.) pouvant traiter 34 065 patients contre la diarrhée, l'amibiase, la drépanocytose, les douleurs ostéoarticulaires, etc., ont été distribués par 78 postes de santé et 217 pharmacies. C'est un total de 1 728 sachets de phytonutriments et 365 flacons d'huile de Ben qui ont également été servis.





Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endapronat.org>]

Lieux d'intervention : Zone des Niayes, vallée du Fleuve et régions de Fatick et de Tambacounda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- création d'espaces de concertation en zone rurale
- réduction de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture
- formation aux techniques de l'agriculture saine et durable
- lobbying et plaidoyer contre l'introduction des OGM en Afrique

C'est dans un contexte social et économique difficile, marqué par une disparité croissante des richesses, qu'Enda-Pronat mène des activités qui visent à renforcer la réappropriation de la gouvernance locale par les populations, pour la reconquête de leur souveraineté alimentaire, à partir d'une approche agroécologique globale.

En 2017, des avancées ont été notées dans le renforcement des capacités de gouvernance des communautés locales et du plaidoyer pour l'adoption de politiques cohérentes au niveau national avec : 1) plus de 1 800 personnes directement sensibilisées sur les enjeux de la gouvernance locale dans toutes les zones agroécologiques du Sénégal et des milliers d'auditeurs et de téléspectateurs sensibilisés à travers les émissions radiophoniques et télévisées. 2) La remise officielle du document de politique foncière au président de la République du Sénégal, en avril 2017. 3) La mobilisation d'avocats, d'experts fonciers et de la presse pour défendre les populations dans des cas d'accaparement de terres agricoles (cas de Dodel et de Keur Moussa). 4) L'accompagnement de communautés de base dans la mise en œuvre de conventions locales à l'échelle de communes.

5) Le renforcement des espaces politiques de plaidoyer sur l'agroécologie et la sécurisation foncière au niveau national à travers le Réseau des communes et villes vertes du Sénégal (REVES) et le Groupe de Dialogue social et politique (GDSP) et au niveau sous-régional avec la Coalition pour la protection du patrimoine génétique (COPAGEN) et la Convergence ouest africaine de lutte contre les accaparements de l'eau et de la terre. La dynamique d'accompagnement de la transition agroécologique à travers une démarche de recherche-action-formation a été marquée par :

- 1) une série de recherches-actions-formations sur les techniques de fertilisation organique et sur la lutte biologique contre les ravageurs des cultures avec plus de 200 producteurs ;
- 2) des forages solaires à Guédé, comme alternative à la pollution, aux pannes et aux coûts élevés des motopompes à gasoil ;
- 3) la poursuite de la promotion de la Régénération Naturelle Assistée sur + de 130 ha.
- 4) la mise en œuvre de la licence professionnelle en Agriculture Biologique et Ecologique portée par l'Institut Supérieur d'Agriculture et d'Entrepreneuriat de l'UCAD avec une promotion de 29 étudiants.

1. Le combat contre l'accaparement des terres

Les effets positifs du programme sont perceptibles en ce sens que les activités de sensibilisation sur les enjeux fonciers et sur la lutte contre les accaparements de terres ont renforcé la conscientisation des populations locales par rapport à leurs droits fonciers. Des mobilisations et manifestations contestataires portées par les populations qui se sentent victimes de violations de leurs droits sur leurs ressources naturelles nous sont constamment rapportées à partir des zones où des activités

de sensibilisations ont eu lieu. Les exemples les plus illustratifs sont la mobilisation des populations de Keur Moussa et de Dodel contre des agro-industriels qui cherchaient à s'accaparer de leurs terres. Ces mobilisations ont été soutenues par Enda-Pronat et le Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal (CRAFS) à travers la mobilisation de juristes, d'experts fonciers, de la presse, etc. Elles ont eu un impact auprès des décideurs. En effet, quelques jours après la mobilisation de

Keur Moussa contre l'agro-industriel Filfil, le Président de la République en Conseil des Ministres a donné instruction « au Gouvernement de procéder à l'audit foncier de la zone des Niayes, dans la perspective de préserver les périmètres horticoles ». Ce qui répond à une revendication de la société civile qui souhaite qu'on fasse le point sur les acquisitions foncières avant la promulgation de la prochaine loi. Quant au cas de Dodel, les revendications du Collectif de défense des terres de la commune ont

également été entendues au plus haut niveau. Ainsi, après plusieurs mois de protestation, en novembre 2017, le Président de la République a déclaré officiellement qu'il annulait l'attribution de 10 000 ha à la société marocaine qui souhaitait produire du riz dans la commune de Dodel. Il s'agit pour la société civile d'un combat qui s'inscrit parmi les grandes victoires ouest africaine contre l'accaparement des terres et qui devrait, à l'avenir, ralentir la ruée des investisseurs étrangers.

2. Poursuite du plaidoyer pour une réforme foncière inclusive qui sécurise les paysans



septembre 2017, ont jugé nécessaire de relancer le débat. En dépit des déclarations et des points de presse interpellant le président de la République, ce dernier n'a pas encore réagi. Le sujet n'a été abordé ni par le premier-ministre dans sa déclaration de politique générale du 7 décembre 2017, ni par le président de la République dans son allocution de fin d'année. Le CRAFS devra donc continuer la réflexion sur la codification des propositions paysannes en texte de loi et également, poursuivre le plaidoyer auprès du président de la République pour qu'il relance le processus inclusif et participatif de réforme, et sensibiliser les parlementaires nouvellement élus (en juillet 2017) sur la nécessité d'intégrer les propositions paysannes dans la future loi. L'assemblée compte désormais parmi ses membres des députés indépendants et des membres de la société civile qui seront peut-être plus sensibles au sort des exploitations familiales.

Après plus de deux ans de collecte de propositions à la base, d'harmonisation au sein de la société civile (CRAFS) et de négociation avec la Commission nationale de réforme foncière (CNRF), le Document de politique foncière, validé en octobre 2016, a été officiellement remis au président de la République en avril 2017, en présence des leaders du CRAFS, parmi lesquels la Présidente d'Enda TM et Coordinatrice d'Enda-Pronat, Madame Mariam SOW. Enda-Pronat devait continuer à travailler avec le CRAFS sur la codification des propositions paysannes, mais contre toute attente, la CNRF a été dissoute par le décret en date du 16 mai 2017. Le Document de politique foncière est toujours en étude au sein de la Primature. La réforme foncière, ou du moins la démarche participative et inclusive impulsée par la CNRF, semble ne plus être une priorité pour les autorités sénégalaises. Face à ce constat, les leaders du CRAFS, réunis en



enda-rup

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endarup.org>]

Lieux d'intervention : Dakar, Pikine, Saint-Louis (Sénégal), Ouagadougou (Burkina Faso) et Douala (Cameroun).

Domaines d'intervention :

- gouvernance urbaine participative
- lobbying et plaidoyer international
- développement de l'agriculture urbaine
- animation et mise en réseau sur l'urbain
- réalisation de systèmes d'assainissement alternatifs

E NDA RUP a mené en 2017 diverses activités aux plans local et national et international à travers d'une part ses implantations institutionnelles en Afrique de l'Ouest (au Sénégal à Dakar, Rufisque, Yoff-Tonghor, Bignona, Dagana et Saint-Louis et au Burkina Faso, à Ouagadougou et Ouahigouya) et en Afrique centrale (au Cameroun, à Douala, Bertoua et Edéa). Et d'autre part à travers ses alliances avec les différents réseaux local et national comme ;



□ l'Union des Producteurs de la Vallée des Niayes, UPROVAN et les producteurs de la vallée des Niayes de Pikine, PROVANIA, réseau agriculteurs et fermier de plus de 2500 fermiers agricoles maintenant en milieu urbain et périurbain, pour la promotion de l'agriculture urbaine, de l'amélioration de la tenure foncière pour les agriculteurs et des meilleures pratiques d'utilisation saine des eaux usées traitées en agriculture.

□ Ceci est l'aboutissement de leur coopération avec l'Office National de l'Assainissement du Sénégal, la FAO, l'OMS, la Ville de Dakar et de Pikine et Enda-Rup cf. Manuel publié en fin 2010 par Enda Rup en collaboration avec la FAO, sur financement de la coopération espagnole et pour une «vision des villes et communes agricoles du futur» et pour la promotion de villes durables émettant moins de carbone CO2.

- Dans la même veine Enda-Rup a travaillé dans la perspective de la valorisation des eaux usées traitées pour la reforestation urbaine en anticipation de la promotion d'emplois verts avec le projet BIT, bureau international du travail. Dans le volet réseau d'assainissement semi-collectif à Pikine Samsam 3, dans la commune de Diamaguene-Sicap-MBao, du programme d'ENDA-FISONG de «Ressourceries Urbaines», financé par l'AFD (2013-2016) (vient de faire l'objet d'évaluation par un cabinet belge HYDRO-R&D International), Enda-Rup a réalisé un réseau d'assainissement semi-collectif dont les eaux usées traitées sont utilisées pour la valorisation dans l'agriculture.

Cette expérimentation fait suite à celle réalisée actuellement à Diaminar, le quartier le plus amphibie au sud-ouest, de Saint-Louis, une des villes les plus résilientes d'Afrique de l'ouest. Les eaux usées sont

d'abord stockées dans une bâche avant d'être refoulées par une pompe en crépine immergée et alimentée en énergie solaire depuis 1989. Dans cette même dynamique au quartier de Khor, au Nord-Est de la même ville, les agriculteurs irriguent leurs parcelles pour la diminution de la teneur en sel du sol en profitant cette fois-ci de l'existence de son réseau gravitaire d'eaux usées ménagères traitées.

- Le Partenariat national de l'Eau du Sénégal, PNES et GWP Afrique de l'ouest dont Enda-Rup est devenu membre du Comité de pilotage (membre du Global Water Partnership), issu du sommet de Johannesburg, qui à côté de la DGPPE, fait la revue volontaire ODD#6 pour le Sénégal, exécute le Plan d'action pour la Gestion intégrée des ressources en eau, PAGIRE ;
- le Comité d'Habitat III du Sénégal, par son sous-comité scientifique qui a préparé le rapport national, présidé par Enda-Rup.

Réalisation de systèmes d'assainissement alternatifs

Enda Rup a procédé à l'évaluation de la mise en œuvre du volet système d'assainissement semi-collectif du quartier Samsam 3 à Pikine dans la Commune de Diamaguène-Sicap-Mbao pour lutter contre la vulnérabilité des populations et renforcer la résilience du quartier face aux risques récurrents d'inondation dans la ville de Pikine. L'évaluation s'est penchée aussi sur les activités de maîtrise d'œuvre sociale, d'IEC, d'ingénierie de marketing social et a été menée en novembre 2017 par HYDRO-R&D International.

La valorisation du nouveau modèle de gestion déléguée du système semi-collectif initié pour

la première fois au Sénégal par Enda Rup dans plusieurs localités et repris comme option technologique par ONAS en partenariat avec WSP (Programme Eau et Assainissement de la BM) dans 8 autres communes dans la région de Dakar a fait l'objet de discussion entre le représentant du maire et l'équipe d'évaluation. L'on a également noté la continuation de l'appropriation du système d'assainissement à Douala, Edéa et Bertua au Cameroun ainsi qu'à Ouagadougou au Burkina Faso où il y a eu des opérations d'entretien et de maintenance des canaux d'évacuation des eaux usées de Somgandé dans la Commune de Nongr Masson, avec Enda-Rup Burkina Faso.

Développement de l'agriculture urbaine et familiale

Enda Rup Burkina Faso, continue ses activités en collaboration avec le Ministre de l'Environnement et Deux (2) écoles primaires de Nagreogo et de Boorgho. Elle pratique de la formation sur le jardin hors sol et sur les bonnes pratiques agricoles. Il s'agit d'initiative de jardin hors sol par l'association et visite guidée du Ministre de l'Environnement lors du lancement au Centre National de Semence Forestier. Ensuite l'ONG a fait à petites échelles la promotion de l'agriculture hors sol au niveau de

deux autres écoles primaires. Quelques grandes étapes démonstratives du jardin hors sol ont été appréhendées : préparation de la pépinière, pépinière, repiquage, croissance, etc. Récolte des produits maraîchers du jardin hors sol. La continuation de la mise en œuvre d'un champ communautaire de 8 hectares est aussi à noter. Au cours de la campagne agricole, les bénéficiaires ont mis en culture les 8 ha au niveau de la Commune de Nagreogo et Commune de Nagreogo

enda-santé

Fondé en 1988 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.enda-sante.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- actions de sensibilisation et de lutte contre le VIH/Sida
- prévention des risques liés aux maladies infectieuses
- assistance médicosociale en santé sexuelle et reproductive
- lobbying et plaidoyer pour l'accès des plus démunis aux soins de base

Frontières et vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest

FEVE (Frontières et Vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest) est un projet régional d'Enda-Santé, financé par le ministère des Affaires Etrangères et Européennes du Grand-Duché de Luxembourg. Il intervient dans 09 des 15 pays de la CEDEAO, totalisant le quart de la population ouest-africaine ce qui correspond à 108 millions d'habitants. Le projet FEVE contribue à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable à travers la réduction de l'impact du VIH et l'amélioration des indicateurs globaux de santé au Sénégal, en Guinée, en Guinée-Bissau et au Cap-Vert depuis 2008, au Mali, au Burkina Faso, en Gambie et au Niger depuis 2011 et en Côte d'Ivoire depuis 2016. Le projet régional est coordonné par l'ONG internationale Enda-Santé avec l'appui technique de l'organisation luxembourgeoise Stop Aids Now/Action de Coopération pour la Santé et l'Environnement (SAN/ACCES).

Son objectif est de mettre en place dans chaque pays une réponse adaptée et globale pour les populations clefs (telles que les travailleuses du sexe, les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, les détenus, les personnes vivant avec le VIH, les usagers de drogue), proposer des réponses ciblées dans les sites à forte vulnérabilité ; et proposer des stratégies transfrontalières, communes aux 9 pays ou entre certains d'entre eux. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- renforcer les systèmes de santé dans les pays et dans les espaces transfrontaliers pour une meilleure prise en charge du VIH des populations clefs ;
 - renforcer la coopération transfrontalière et promouvoir un environnement favorable à la prise en charge du VIH.
 - produire de l'information stratégique pour améliorer les interventions et mettre en place un dispositif de contrôle de la qualité des interventions, à travers des travaux de recherche, de suivi-évaluation, de modélisation, et de capitalisation ;
- Quelques chiffres permettent de saisir la portée considérable des résultats obtenus en 2017 :
- 20 professionnels de santé ont été formés sur la prise en charge médicale et le dépistage des IST chez les populations ;



- 159 pairs éducateurs et bénéficiaires du programme ont été formés sur les IST et le VIH
- 1 074 travailleuses du sexe, MSM, usagers de drogues, détenus, et personnes vivant avec le VIH ont bénéficié d'une prise en charge dans les structures de santé ;
- 10732 personnes ont été sensibilisées sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH par des pairs-éducateurs formés sur ces sujets ;
- 2702 personnes ont fait le dépistage du VIH. Parmi elles, 253 ont été dépistées positives et référées pour une mise sous traitement antirétroviral ;
- 3738 travailleuses du sexe, MSM, et usagers de drogues ont bénéficié de consultations pour détecter et soigner des infections sexuellement transmissibles en stratégie fixe et mobile
- 3134 personnes ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale.

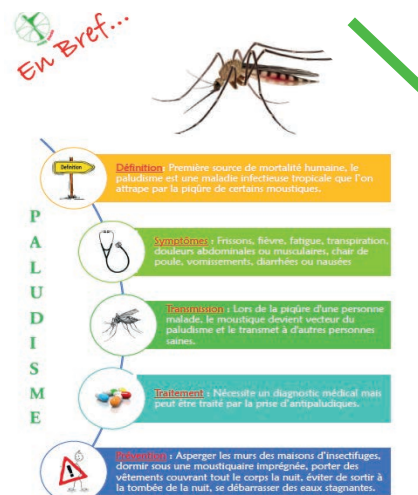
Le Programme Paludisme

Dans le cadre de la réduction de la morbidité et de la mortalité liée au Paludisme, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a octroyé au Sénégal un financement de 3 ans destiné au renforcement et à l'extension des interventions en vue d'atteindre la pré-élimination du Paludisme au Sénégal d'ici à 2018. Ce qui correspond à une réduction de 75 % de la mortalité liée à la maladie. L'objectif est de renforcer les interventions communautaires pour l'atteinte des objectifs de pré-élimination du paludisme dans nos districts sanitaires d'intervention d'ici 2017. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Renforcer les capacités techniques et managériales des 45 organisations communautaires de base avec lesquelles Enda Santé contractera la mise en œuvre des activités ;
- Coordonner et suivre la mise en œuvre et assurer la qualité des activités communautaires, et notamment la communication pour le changement de comportement, dans les zones urbaines et rurales des districts d'intervention ;
- Mettre en œuvre un paquet intégré TB/VIH/paludisme.
- 1364 acteurs communautaires formés sur le paludisme et les techniques de communication ont organisé 2 363 causeries, sensibilisé 47 260 personnes et réalisé 12 690 visites à domicile ;
- 588 causeries sur la tuberculose et 462 sur le VIH ont permis de sensibiliser respectivement 11 760 et 9 240 personnes ;
- 225 mobilisations sociales ont été organisées pour informer et sensibiliser les communautés notamment sur l'importance d'utiliser des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action ;
- 90 sites de reproduction des moustiques (gîtes larvaires) ont été détruits.

Quelques chiffres permettent de mesurer les résultats obtenus en 2017 :

- des protocoles d'accord ont été signés avec 45 organisations communautaires de base pour la réalisation d'activités de



Liste des entités d'enda basées au Sénégal

Diapol (Prospectives dialogues politiques)

M. Mamadou MBENGUE

Dakar – Sénégal
Sacré-Coeur Transition 4, Villa n° 8773
Dakar Sénégal
Tél. : (+221) 33 869 99 48
Fax : (+221) 33 825 36 32
Email: contact@endadiapol.org
Web: www.endadiapol.org

Eau populaire

M. Malal TOURE

Dakar – Sénégal
Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils
Immeuble N° 13, 2ème étage, Droite / BP 17072,
Dakar - Sénégal
Tél. : (+221) 33 869 99 48
Fax : (+221) 33 860 41 39
Email: malal@endatiersmonde.org
Web : www.enda-eau.org

Ecopole

M. Oumar TANDIA

Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 21394 Dakar - Ponty
Tél. : (+221) 33 825 97 39
Fax : (+221) 33 860 51 33
Email: ecopole@endatiersmonde.org
Web: www.endatiersmonde.org/ecopole

Ecopop (Espaces de Coproduction des Offres Populaires)

M. Mamadou Bachir KANOUTE

Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tel. : (221) 33 859 64 11
Fax : (221) 33 864 68 32
Email: ecopop@endatiersmonde.org
Web : www.endaecopop.org

Energie

M. Sécou SARR

Dakar – Sénégal
54 rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél. : (+221) 33 822 24 96 / 33 822 59 83 / 33 889 34 28
Fax : (+221) 33 821 75 95
Email: enda.energy@orange.sn
Web: www.endaenergie.org

Graf - Sahel et Afrique de l'Ouest

M. Emmanuel Seyni NDIONE

Dakar – Sénégal
B.P. 13069 Grand Yoff, Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 827 20 25
Fax: (+221) 33 827 32 15
Email: endagrafsahel@endagrafsahel.org
Web: www.grafsahel.org

Jeunesse Action

M. Aimé Yaovi BADA

Dakar – Sénégal
54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 889 34 20 / 33 889 34 21 / 33 889 34 24

Fax: (+221) 33 823 51 57
Email: jeuda@endatiersmonde.org
Web: www.endatiersmonde.org/eja

Lead Afrique francophone

M. Moussa Mbaye GUEYE

Dakar – Sénégal
54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 889 34 30 / 33 889 34 31 / 33 889 34 32
Fax: (+221) 33 821 75 95 / 33 823 51 57
Email: info@leadinafrica.org
Web: www.leadfrancophoneafrica.org

Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel)

M. Mame Thierno Aby SY

Mbour – Sénégal
BP 29881 Dakar-Yoff
Tel / fax : (+221) 957.15.33 (Mbour)
(+221) 820.98.80 (Dakar)
Email: madesahel@madesahel.org
Web: www.madesahel.org

Pronat (Protection Naturelle)

Mme Mariam SOW

Dakar – Sénégal
54, rue Carnot / B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 889 34 39 / 33 889 34 37
Fax: (221) 33 823 51 57
Email: pronat@endatiersmonde.org
Web: www.endapronat.org

Rup (Relais pour le Développement Urbain Participé)

M. Malick GAYE

Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 27 083 Malick SY, Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 869 99 48 / Fax: (221) 33 860 51 33
Email: rup@endatiersmonde.org
Web: www.endatiersmonde.org/rup

Santé

M. Daouda DIOUF

Dakar – Sénégal
56, COMICO VDN Liberté VI Extension
B.P. 3370 Dakar – Sénégal
Tél. : (+221) 33 867 02 62
Fax : (+221) 33 823 51 57
Email: dioufda@endatiersmonde.org
Web: www.enda-sante.org

Cacid (Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement)

M. Cheikh Tidiane DIEYE

Dakar – Sénégal
73, Rue Carnot
B.P. 6879 Dakar - Sénégal
Tél.: (+221) 33 821 70 37 - 33 823 57 54
Fax: (+221) 33 823 57 54
Email: cdieye@endatiersmonde.org
Email: info@endacacid.org
Web: www.endacacid.org

Liste des entités d'enda dans le monde

Ethiopie

M. Haimainot DESALEGNE

Addis Abeba – Ethiopie
P.O. Box 25718 Code 1000 Addis Abeba - Ethiopia
Tél.: (251-1) 1416 88 95 - (251-1) 1426 20 04
Fax: (251-1) 51 45 80
Email: enda-eth@ethionet.et

Madagascar (ex Océan indien)

Mme. Lidia RAZAFINDRAVAO

Antananarivo - Madagascar
B.P.1467 Antananarivo - Madagascar
Tél.: (261 32) 40 457 48 - (261 20) 22 261 64
Fax: (261 20) 22 61 74
Email: dr@enda.mg /endaoui@simicro.mg
Web: www.enda-madagascar.org

Colombie

Mme Maria Victoria BOJACA

Bogotá – Colombie
Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - Bogotá - Colombia
Tel. (571) 283 9575 - (571) 338 3140
Fax: (571) 285 66 28
Email: endacol@etb.net.co

Interarabe

Mme Bahija BEN ABDALLAH

Tunis – Tunisie
Route de Bizerte Km3 immeuble Cherifa,
Bloc Acité Ettahrir 2042 –Tunisie

Tél. : (216) 71 51 33 40 / 71 51 33 27
Fax : (216) 71 51 33 32
Email: info@endarabe.org.tn/ mpctn@yahoo.fr
Web: www.endarabe.org.tn

Mali

M. Soumana COULIBALY

Bamako – Mali
Oulofobougou, rue 424, porte N° 200
B.P. 3123 Bamako - Mali
Tél.: (223) 20 22 55 64
Fax : (223) 20 23 25 93
Email: enda-mali@cefib.com

Dominicana

M. Mamerto VALERIO

Santo Domingo – République dominicaine
B.P. 3370, Santo Domingo-República Dominicana
Tél.: (1 - 809) 385-0421
Fax: (1 - 809) 385-2359
E-mail: direccion@endadom.org.do
Web: www.funredes.org/endacaribe/

Vietnam

M. Ngo Huy LIEM

Ho Chi Minh City – Vietnam
C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10,
Ho Chi Minh City - Vietnam
Tel.: (84-8) 9700243
Fax: (84-8) 9703273
Email: endavietnam@viettel.vn



Perspectives d'émergence ou alternatives durables

© 2019 - réseau enda tiers monde - secrétariat exécutif
www.endatiersmonde.org
se@endatiersmonde.org
BP : 3370 - Dakar-Sénégal

Nos partenaires



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

